



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2435
3 avril 2015
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte **ouvrière** UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Grève du 9 avril

La classe des

travailleurs

doit se faire

entendre

Après les élections

**Valls continue
les attaques contre
le monde du travail**

pages 3 et 4

Groupe Safran, PSA...

**Grèves
pour les salaires**

pages 13 et 15

Ne pas se laisser abuser par les péripéties électorales, renouer avec le combat des travailleurs

Le verdict du second tour des départementales est tombé : c'est la Bérézina pour le Parti socialiste. La droite dirigera désormais 67 départements, soit les deux tiers d'entre eux. Comme lors des élections municipales où le PS a perdu 150 villes de plus de 9 000 habitants, les élus socialistes locaux payent pour le discrédit du gouvernement.

Bien que « locale », toute la campagne des départementales s'est faite sur des enjeux nationaux et a constitué pour les partis qui ont pu se présenter à l'échelle du pays un galop d'essai pour les prochains scrutins.

Avec 28 départements gagnés, l'UMP, et Sarkozy en particulier, se voit reprendre le pouvoir en 2017. De son côté, Marine Le Pen a rebaptisé son parti « *premier parti de France* » parce qu'au premier tour, il a drainé un quart des voix, soit, en comptant les 50% d'abstention, un électeur sur huit. Elle, aussi, se voit « *en route pour le pouvoir* ».

Quant à la colère des électeurs du PS, « *elle a été entendue* », dit Valls. Mais il persiste et signe dans sa politique antiouvrière. Il serait même en train de préparer un nouveau contrat de travail grâce auquel l'employeur serait encore plus libre de licencier !

Les grands partis de la bourgeoisie voudraient continuer à nous lanterner d'échéance électorale en échéance électorale alors que celles-ci ne servent qu'à redistribuer les postes et les sinécures entre politiciens. Ils veulent réduire toute la vie politique à ce simulacre de démocratie avec, en apothéose, l'élection présidentielle dont on nous dit qu'elle peut changer la vie de la population.

Mais changer la vie des travailleurs, ce serait faire reculer les licenciements et inverser le rapport de force avec le patronat pour limiter l'exploitation, la précarité et les bas salaires. Ce serait s'en prendre aux profits pour pouvoir embaucher et verser des salaires qui permettent de vivre. Ce serait mettre sous contrôle, non pas les chômeurs, mais tous ces grands groupes qui pillent les caisses de l'État et profitent du chômage de masse.

Aucun des partis qui se vantent d'être « l'alternance » ne le veulent. Le FN pas plus que les autres. Car si le FN multiplie les promesses électorales, il y a une chose qu'il ne veut pas, c'est remettre en cause le grand patronat et l'exploitation

capitaliste. S'il accuse des travailleurs jetés à la rue ou les immigrés d'être des « assistés », il n'a pas un mot pour dénoncer l'assistantat en grand que l'État a mis en place pour les banquiers et pour le grand patronat. Cela juge le camp dans lequel il se place.

Comme le PS et l'UMP, le FN postule au pouvoir pour servir le système de la bourgeoisie. Au jeu électoral qui oppose tous ces partis, les perdants seront toujours les travailleurs.

Les élections déforment même l'expression de l'opinion de l'électorat tant les tripatouillages des appareils politiques et les alliances sans principe se multiplient. Et c'est sans parler du chantage au vote utile où l'on nous explique, à gauche, qu'on ne doit plus voter pour ses idées parce qu'il faut se rassembler pour faire barrage à la droite ou au FN.

Eh bien non, la vie politique ne doit pas se résumer à ce genre de mascarade. Il faut que les travailleurs affirment leurs intérêts en dehors des élections.

Les travailleurs peuvent peser sur la vie politique en utilisant leurs propres moyens : leur force collective et leur capacité de se révolter. Ils l'ont fait à de multiples reprises dans l'histoire. C'est dans ces moments-là, en juin 1936 ou en mai 1968, qu'ils ont réussi à faire progresser la condition ouvrière, et il en sera de même demain.

Les urnes sont rangées pour quelques mois. Mais les travailleurs ne sont pas condamnés au silence. Il faut s'emparer de toutes les occasions qui nous sont offertes pour dire notre opposition à la politique du gouvernement.

La journée du 9 avril, où la CGT, FO, la FSU et Solidaires appellent à faire grève et à manifester, en sera une. Il faut s'en saisir pour exprimer nos propres revendications.

Cette journée permettra aussi de s'adresser à tous ceux qui, dans la classe ouvrière, sont trop abattus pour se battre ou se réfugient dans la passivité. Le 9 avril, montrons qu'il y a des femmes et des hommes qui ne se laissent lanterner ni par le gouvernement et ses espoirs de reprise, ni par les fausses promesses d'alternance de l'UMP et du FN.

Les travailleurs qui se préparent au bras de fer inévitable avec le gouvernement et la bourgeoisie doivent chercher à entraîner leurs camarades de travail pour qu'ils commencent à reprendre confiance en leur force collective.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Valls devant les députés PS	3
Les accords électoraux du PCF	3
Départementales : communiqué de Lutte Ouvrière	3
Offensive contre le monde du travail	4
Chantiers de démolition	4
Travail du dimanche	4
Sous-traitance	4
Se faire entendre le 9 avril	5
Augmentation du chômage	5
Droits rechargeables	5
Grève à Radio France	5
Quotas laitiers	6
Cartel du yaourt	6
Saint-Ouen : lycée en grève	6
Le Sénat défend l'ordre moral	7

DANS LE MONDE	
Israël : situation des femmes	7
Tunisie : après l'attentat	7
Japon	8
Afghanistan	8
États-Unis : violence d'État	9
États-Unis : Mumia Abu-Jamal	16
Espagne : élections	11
Tunisie : après l'attentat	16
ENTREPRISES	
Mory Global	11
Bus de Moulins en grève	11
Renault Douai	12
Michelin - Saint-Doulchard	12
Areva	12
Air-France	12

PSA Peugeot Citroën Sevelnord	13
PSA Moulhouse	13
PSA Trémery (Moselle)	13
Hôpital Saint-Antoine Paris	14
SNCF Lyon	14
Nouvelle Métropole de Lyon	14
Labocéa Ploufragan	14
Safran	15
UN FILM À VOIR	
Selma	9
IL Y A 30 ANS	
Arrivée de Gorbatchev au pouvoir en URSS	10
LA FÊTE	
de Lutte Ouvrière	16

Cercle
Léon Trotsky
Temps de travail,
salaires
et lutte des classes
Vendredi 10 avril à 20h 30
Aubervilliers
Docks de Paris - Eurosites
 Avenue des Magasins-Général Bâtiment 282
Métro Front-Populaire (ligne 12)
 Participation aux frais : 3 euros

Valls aux députés PS : nouvelle défaite, vieux mensonges

Avant même l'annonce de la déroute électorale, Valls avait prévenu que son gouvernement ne changerait pas de politique. Arrivé aux affaires pour exécuter le programme du grand capital, il entend continuer, quitte à ce que le PS perde encore et toujours des électeurs.

Sans contester le fond de la chose, un certain nombre de responsables socialistes, déjà battus ou surtout craignant de l'être lors des prochaines échéances, demandent un infléchissement de la politique gouvernementale. Ces bons apôtres plaident surtout pour leur paroisse et demandent que le PS veuille bien conserver quelques électeurs pour pouvoir continuer à leur fournir, à eux au moins, une sinécure.

C'est à ces derniers que Valls s'est adressé en rendant visite aux parlementaires socialistes mardi 31 mars. Pour répondre au déficit d'électeurs socialistes, le Premier ministre propose une nouvelle mouture d'union de la gauche, tous derrière lui et sa politique, dès le premier tour, à toutes les élections. Il espère que le dégoût légitime de la droite et de Sarkozy, la volonté de s'opposer au FN feront le reste, contraignant l'électorat de gauche à aller voter et assurant malgré tout une place honorable à la gauche unie au premier tour, des victoires au second. Voire, LA victoire à l'élection présidentielle de 2017, suivie évidemment de la distribution de postes nombreux, variés et lucratifs, propres à satisfaire

l'appareil socialiste.

Valls arrivera-t-il à convaincre les députés et dirigeants de son parti ? Parviendra-t-il à embarquer avec lui, contre quelques promesses de postes, ses ex-alliés écologistes, et les dirigeants du PCF ? C'est de peu d'importance pour les travailleurs. Quelle que soit la configuration, le Parti socialiste au gouvernement continuera la politique voulue par le grand patronat. Il subira donc le désaveu mérité des couches populaires et entraînera dans son discrédit ses alliés, demi-alliés, et même ex-alliés, comme les candidats écologistes et Front de gauche viennent d'en faire l'expérience.

Loin d'avoir protégé les travailleurs contre les attaques du grand patronat, le gouvernement socialiste les a organisés. Loin de les prémunir contre un retour de la droite et un renforcement de l'extrême droite, le PS les a facilités. Hollande et Valls sont même capables d'égorger leur propre parti sur l'autel de la politique propatronale et de faire taire les députés qui couinent en allant à l'abattoir. Mais les travailleurs, eux, n'ont aucune raison de se taire, de se résigner ni de se laisser faire.

Paul Galois

Le PCF englué dans ses accords électoraux avec le PS

« Le PS et les politiques d'austérité du gouvernement sont lourdement sanctionnés », titrait *L'Humanité* au lendemain du deuxième tour des élections départementales. Or, quelques jours plus tôt, le PCF ayant passé des accords de désistement avec le PS, son secrétaire national, Pierre Laurent, était sur les marchés en compagnie de dirigeants du PS.

Le PCF a besoin du PS pour garder ses élus. Alors, il fait des alliances électorales et tente de justifier sa politique en utilisant le clivage droite gauche pour faire croire que le gouvernement de Hollande serait d'une façon ou d'une autre moins défavorable aux travailleurs. Cela malgré les trois ans d'attaques ininterrompues contre les travailleurs et malgré le rejet complet de ce gouvernement dans les classes populaires.

Pour la campagne du deuxième tour, Pierre Laurent est allé se montrer, tracts à l'appui, avec le

secrétaire national du PS, Jean-Christophe Cambadélis, dans le Val-de-Marne, et avec le président PS de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, en Seine-Saint-Denis. Ces deux dirigeants du PS avaient, dans les semaines qui précèdent, défendu bec et ongles la loi Macron. « Rien ni dans le texte ni dans le contexte, ne devrait conduire à voter contre », avait déclaré Cambadélis, qualifiant d'irresponsables ceux qui faisaient mine de s'y opposer. Quant à Bartolone, il a demandé à Hollande d'engager la responsabilité du

gouvernement pour faire passer à coup sûr la loi à l'Assemblée. Pierre Laurent sait bien que sa proximité avec les dirigeants du PS passe mal, aussi a-t-il déclaré ne pas retirer un mot de ce qu'il a à dire sur la politique gouvernementale !

De telles contorsions permettent peut-être de sauver des postes d'élus, et pour combien de temps ? Le PCF, en continuant à apparaître comme un allié, même ponctuel, du PS, subit aussi le discrédit du gouvernement. Cela n'aide en rien les militants inquiets de la montée du Front national à mener le combat. En effet, la politique du gouvernement PS ouvre un boulevard au Front national et les militants du PCF se retrouvent piégés par la non opposition de leur direction à ce gouvernement.

Jean Sanday



Communiqué de Lutte Ouvrière – lundi 30 mars 2015 : après le deuxième tour des élections départementales

Le deuxième tour des élections départementales a confirmé le premier tour. Après avoir été désavoué par son propre électorat écœuré par sa politique, le Parti socialiste vient de perdre la majorité dans une bonne partie des départements en entraînant dans son recul ses anciens et futurs alliés de la gauche gouvernementale, des écologistes au Front de gauche.

Pour avoir mené au gouvernement la politique de la droite, le PS est devenu le meilleur agent électoral de l'UMP et du Front national. Marine Le Pen a pu, le soir des élections, se réjouir de la confirmation

de l'implantation locale de son parti et se vanter que le FN soit devenu la troisième grande force politique du pays, susceptible d'accéder à la mangeoire des institutions de la bourgeoisie. Le revenant Sarkozy, fort d'avoir avancé ses pions contre ses concurrents de la droite, Fillon et Juppé, s'est posé, triomphal, en personnification de l'alternance, en homme du renouveau. Et tous sont déjà engagés dans les campagnes électorales suivantes, les régionales mais, surtout, la présidentielle de 2017.

Les urnes rangées, la majorité travailleuse de la population continue à

subir le chômage qui s'accroît, le pouvoir d'achat qui recule, et s'effondre même pour les victimes des licenciements, et la misère matérielle mais aussi sociale et morale qui s'approfondit.

Le monde du travail se retrouve devant la même nécessité de relever la tête, de renouer avec les luttes pour préserver ses conditions d'existence face à une classe capitaliste qui, pour continuer à s'enrichir même pendant la crise, aggrave l'exploitation pendant que son État vide les poches des exploités pour financer les banquiers.

Dans ce contexte, l'appel de la CGT à des grèves

et à des manifestations pour le 9 avril peut et doit être l'occasion pour les travailleurs de faire entendre leur voix et d'exprimer leurs propres revendications.

Cela ne pourra être, au mieux, qu'un cri de colère, mais c'est indispensable pour que la classe ouvrière commence à retrouver confiance en elle-même.

Cela viendra car, face à la crise, face à l'avidité du grand patronat, les travailleurs n'ont aucune autre voie que celle des luttes, celle des mobilisations dans les entreprises et dans la rue, pour résister à la grande bourgeoisie, en sachant qu'ils n'ont

jamais d'amis au sommet de l'État mais seulement des ennemis entièrement dévoués au grand capital, quelle que soit l'étiquette du gouvernement.

Au-delà des luttes indispensables, inévitables, s'impose la nécessité que, face aux différents partis qui représentent avec des nuances les intérêts de la grande bourgeoisie, renaisse un parti qui se batte au nom des intérêts de la classe ouvrière, non seulement contre tel ou tel parti de la bourgeoisie, mais aussi contre la grande bourgeoisie et sa dictature sur la société.

le gouvernement à l'offensive contre le monde du travail

Qui osera dire que le gouvernement n'a pas réagi sur le champ à la déculottée électorale de dimanche 29 mars. Son objectif, ont dit en chœur derrière Hollande, Valls, ses ministres, ses conseillers, c'est « l'emploi, l'emploi et encore l'emploi ». Et c'est pourquoi, depuis dimanche, tous sont en train de plancher sur les meilleurs moyens de rendre encore plus facile qu'aujourd'hui, pour n'importe quel patron, de licencier à sa guise ses salariés, de baisser les salaires, d'augmenter les heures de travail sans les payer bien évidemment et de supprimer les quelques protections encore inscrites dans le Code du travail.

Bien sûr, pour l'instant, « tout est proposé et rien n'est imposé », comme dans le slogan publicitaire. Mais on ne peut douter de la direction prise par le gouvernement.

D'ailleurs, avant même les élections départementales, Hollande, Valls et Rebsamen, le mal nommé ministre du Travail, avaient annoncé qu'après la loi Macron qui a été

marquée par une remise en cause massive des droits des salariés, il y aurait une deuxième séance pour aller encore plus loin dans cette direction.

Depuis 2012, c'est la méthode choisie par Hollande pour mener son offensive contre la classe ouvrière et les classes populaires.

L'exemple le plus frappant a été la réforme du licenciement collectif initiée en 2013. D'abord, une première loi a réservé l'examen des plans de licenciements économiques au seul avis de l'administration, et sous

le seul contrôle des tribunaux administratifs. Puis, Rebsamen a donné ordre à l'administration de valider tous les plans patronaux. Et pour finir, la loi Macron a rendu sans conséquences les jugements des tribunaux administratifs, puisque, même si ceux-ci déclarent illégaux les plans patronaux, validés par l'administration, cela ne pourra donner lieu ni à réintégration ni à indemnisation.

Aujourd'hui, ministres, économistes, journalistes aux ordres, reprennent jusqu'à la nausée le slogan de Gattaz et du patronat :

« il faut libérer le travail », c'est-à-dire libérer, le plus possible, les patrons de toutes obligations envers leurs salariés.

Pour y mettre le holà, les travailleurs ne pourront compter que sur eux, sur la peur que leur réaction puissante et massive pourra imposer au patronat, aux gouvernants et aux dirigeants syndicaux qui ne conçoivent leur rôle que comme accompagnateurs des volontés de ces gens-là. Mais cette force-là est immense, pour peu qu'elle se mette en branle.

Paul Sorel



Travail du dimanche : le Sénat pour en rajouter une louche

La loi Macron sera en discussion au Sénat à partir du 7 avril. Le Sénat est aujourd'hui dominé par la droite, et celle-ci s'en sert pour faire valoir « ses différences » avec Hollande et son gouvernement. C'est dans ce cadre que des amendements ont été proposés, comme la suppression de la compensation salariale de 30% pour le travail du dimanche dans les commerces alimentaires, ou comme la possibilité d'augmenter la durée moyenne du travail bien au-delà de 35 heures. Entre ces suggestions de politiciens viscéralement antiouvriers, qui doivent justifier leur indemnité de sénateur, et ce qui sera réellement retenu dans la loi, il y aura une différence. Car le Sénat n'a pas les moyens d'imposer ses propositions qui peuvent

être ensuite rejetées par l'Assemblée nationale.

Mais certains amendements auraient déjà l'adhésion du gouvernement notamment ceux sur les conditions d'ouverture le dimanche. Ainsi, dans les zones dites touristiques, ou bien dans les entreprises de moins de onze salariés, ou encore dans les commerces alimentaires ou de détail, des amendements permettraient au patronat de se passer d'un accord des syndicats, en proposant de le remplacer par un référendum auprès des salariés.

On dit des sénateurs qu'ils passent leur temps à faire la sieste. Mais c'est faux ! Ils sont attentifs aux moindres détails et ne laissent rien passer... quand il s'agit des intérêts patronaux.

Pierre Royan

Les chantiers de démolition envisagés

Sans que cela soit officiel, le gouvernement a largement fait savoir les « chantiers de réformes » sur lesquels il planchait.

La loi de sécurisation du travail (!) offre aux entreprises dites en difficulté la possibilité de passer des accords permettant de baisser le salaire de tous les salariés touchant plus de 1,2 fois le smic, de les faire travailler plus sans les payer, et cela pendant deux ans. La CFDT avait applaudi, voyant son rôle de signataire automatique ainsi validé. Mais

le patronat a négligé cette offre, la trouvant encore trop contraignante dans le contexte actuel où il se croit tout permis. Aussi le gouvernement « travaille »-t-il à satisfaire ses désirs en levant les obstacles, c'est-à-dire en généralisant cette possibilité à tous, sans justification, ni limite de durée et de salaire.

Le deuxième chantier porte sur le contrat de travail, trop contraignant selon les dires du patronat. Celui-ci réclame de pouvoir en finir avec le

CDI, de pouvoir licencier à sa guise, et de retirer aux salariés la possibilité de contester les licenciements devant les Prud'hommes. Le problème du gouvernement est de trouver le moyen de satisfaire pour l'essentiel les attentes du patronat en présentant cela comme une avancée décidée « pour le bien de tous ». On est socialiste ou on ne l'est pas. C'est dire les trésors d'imagination que doivent mettre en œuvre les jésuites qui nous gouvernent.

P.S.

Loi pour « moraliser la sous-traitance » : les patrons s'inquiètent

Le projet de loi sur la moralisation de la sous-traitance ou encore loi RSE, sur la responsabilité sociale des entreprises, est la conséquence lointaine de la catastrophe due à l'effondrement de l'immeuble Rana Plaza au Bangladesh où 1 134 travailleurs du textile avaient trouvé la mort, en avril 2013. Il aura donc fallu deux ans pour aboutir à ce projet de loi.

Ce projet, déjà modéré au départ, présenté par un député socialiste a subi les assauts des milieux patronaux et en particulier de l'Association française des entreprises privées qui l'ont encore édulcoré, et même dans cet état, il a été rejeté dans un premier temps par la Commission des lois avant de venir devant l'Assemblée nationale. Qu'en restera-t-il à la fin ? Sûrement pas grand-chose.

Selon cette loi, les grosses entreprises, d'au moins 5 000 salariés,

faisant travailler des employés à l'étranger, devront établir un « plan de vigilance » pour « identifier et prévenir la réalisation de risques d'atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, de dommages corporels ou environnementaux graves ou de risques sanitaires » de leurs sociétés mais aussi des filiales ou sous-traitants.

Fort bien, et après ? Au pire, une menace juridique en cas de plainte, ce qui inquiète un peu les employeurs. Ce n'est

pas tout à fait rien, mais ce n'est pas grand-chose. Cette loi ne prétend moraliser que la sous-traitance à l'étranger, ce qui reste à voir. Mais celle-ci est répandue en France, dans tous les secteurs d'activité : dans le bâtiment, dans la métallurgie, dans le transport routier, dans l'entretien du nucléaire, dans la navigation où elle est reine au moyen des pavillons de complaisance, etc.

Et pourtant elle permet à des patrons de payer certains travailleurs moins que d'autres. Au Bangladesh ou en France, la seule préoccupation des patrons, c'est le profit. Leur indignation au sujet d'une telle loi en dit long sur leur rapacité.

André Victor

Le 9 avril, le monde du travail doit se faire entendre

À l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires, une journée de mobilisation est organisée le jeudi 9 avril, avec des manifestations dans de nombreuses villes. À Paris, le rassemblement aura lieu à 13 heures, place d'Italie.

Depuis plusieurs mois, on a successivement vu dans la rue les transporteurs contre l'écotaxe, ou pour la construction d'une autoroute dans le sud de la Charente, les petits entrepreneurs contre le régime des indépendants, les taxis contre la concurrence, les

notaires, huissiers, commissaires priseurs et avocats contre le projet de modification de la réglementation de leurs professions, les médecins et dentistes contre le tiers payant généralisé...

Et les salariés, les chômeurs, les retraités, ceux

qui font encore bien plus violemment les frais de la crise, de l'avidité du grand patronat et des financiers, de la servilité du gouvernement à l'égard de la bourgeoisie ? Ceux qui voient leur pouvoir d'achat fondre sous l'effet du blocage des salaires, des pensions et des minima sociaux ? Ceux qui sont menacés de plans sociaux, de réductions d'effectifs, alors que les PDG et les gros actionnaires affichent des sourires radieux et des résultats éclatants ?

Ceux auxquels on ne propose qu'emplois précaires, temps partiels imposés, travail du dimanche ou de nuit ? Ceux dont les droits sont menacés par la loi Macron ?

Tous ceux-là doivent se saisir de la journée du 9 avril pour faire entendre leur colère.

Une seule journée suffira-t-elle pour mettre un coup d'arrêt aux attaques ? Évidemment non. Mais elle peut servir de caisse de résonance aux mobilisations

locales des travailleurs attaqués par leur patron. Et surtout, elle permettra au monde du travail de se manifester, par cette première réaction collective, contre le grand patronat et le gouvernement à son service.

Oui, les travailleurs doivent faire entendre haut et fort qu'ils n'acceptent pas les coups qu'on leur assène, et qu'ils constituent une force avec laquelle il faudra compter !

Viviane Lafont

Nouvelle augmentation du chômage : les lunettes déformantes de Rebsamen

Après la très légère baisse du chômage en janvier, le nombre de chômeurs a augmenté en février : 12 800 inscrits supplémentaires en catégorie A. Le ministre du Travail, François Rebsamen, et Manuel Valls ont malgré tout trouvé le moyen de se réjouir, essayant de faire passer cette hausse pour une baisse : « Depuis 2008, c'est la première fois que

l'on constate une baisse du nombre d'inscrits en catégorie A sur les deux premiers mois de l'année. »

Même si la hausse de février n'annule pas tout à fait la baisse de janvier, l'optimisme affiché par le gouvernement a de quoi choquer. La minuscule diminution dont il se réjouit se limite en effet, en deux mois, à 6 300 personnes, sur près de 3,5 millions de chômeurs

de catégorie A - qui n'ont pas du tout travaillé. Et cette baisse ne concerne pas les autres catégories de chômeurs, ceux qui ont eu une activité réduite. Pas de quoi convaincre les chômeurs et leurs proches, pas plus que l'ensemble des travailleurs, que la situation s'améliore.

Hélène Comte



Droits rechargeables : progrès pour certains chômeurs... et recul pour d'autres

Le régime d'indemnisation du chômage avec « droits rechargeables », mis en place en octobre 2014 censé prolonger les droits en cas de reprise d'un emploi et garantir une meilleure indemnisation, a en fait réduit l'indemnisation de presque 400 000 chômeurs. En effet, toute personne ayant occupé successivement deux emplois doit maintenant

éprouver les droits correspondant au premier avant de pouvoir toucher l'indemnisation correspondant au second. Si celui-ci était mieux payé que le premier emploi, cela amenait le salarié mis à la porte à rester pendant des mois avec une indemnité fortement réduite par rapport à ce qu'il était en droit d'attendre, sans recours possible.

Cette situation choquante a entraîné de multiples protestations, et les syndicats qui gèrent l'assurance chômage avec le patronat viennent de signer un accord remédiant en partie à cette situation, en accordant au demandeur d'emploi lésé, un « droit d'option » lui permettant de choisir l'ancien système d'indemnisation s'il

est plus favorable pour lui. Mais, seul un chômeur sur trois pénalisés par le nouveau système sera concerné. Il faudra qu'il justifie d'une perte de plus de 30 %, ou bien qu'il touche moins de 600 euros par mois. Enfin, comme le patronat refuse de payer pour les dégâts qu'il occasionne en licenciant, et comme le gouvernement refuse de

l'y contraindre pour financer cette mesure, d'autres dépenses seront réduites. L'aide aux chômeurs à la reprise ou à la création d'entreprise diminuera. Et l'aide différentielle de reclassement, accordée aux plus de 50 ans reprenant une activité moins payée que leur emploi précédent, disparaîtra.

Serge Fauveau

Grève à Radio France : non aux économies sur le dos du personnel

Entrant dans sa troisième semaine de grève, le personnel de Radio France, groupe public comprenant notamment France Info et France Inter, doit à présent affronter l'hostilité du gouvernement.

Le 27 mars, Manuel Valls a déclaré : « Il faut que cette grève s'arrête. Il faut que [le PDG] Mathieu Gallet nous fasse des propositions pour redresser Radio France. » Le Premier ministre met ainsi la pression sur le PDG, à qui il a pourtant ordonné, avec sa ministre Fleur Pellerin, de se débrouiller pour faire 50 millions d'euros d'économies d'ici 2019. Et cela alors que la redevance

audiovisuelle, qui finance les chaînes de télévision et de radio publiques, n'a cessé d'augmenter chaque année, passant de 116 euros en 2008 à 136 euros cette année.

En haut fonctionnaire discipliné, Gallet a concocté tout un tas de mesures d'austérité aboutissant à plusieurs centaines de suppressions d'emplois. C'est d'ailleurs essentiellement contre cela que se dressent les grévistes, bien qu'ils soient aussi révoltés par les coûteux privilèges que le PDG s'est octroyés, en faisant rénover son bureau et en se payant les services d'un consultant en

communication.

Malgré la présentation de la grève comme très minoritaire, les assemblées générales quotidiennes réunissent de nombreux salariés, et les antennes de Radio France ne passent presque plus que de la musique enregistrée. C'est au moins la preuve que ceux qui sont en grève sont complètement indispensables à la bonne marche de leur radio. Ils montrent chaque jour par leur mobilisation qu'ils n'acceptent pas de faire les frais de la politique d'austérité du gouvernement.

Lucien Déroit

Lisez la revue **Lutte de classe**

Revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 167 - avril 2015

- Espagne
Des mobilisations des Indignés aux ambitions électorales de Podemos
- Grande-Bretagne
Le redressement économique sous Cameron, mythes et réalités
- Les États-Unis acceptent de négocier avec Cuba pour mieux le dominer
- Afrique du Sud
Du syndicat rouge au parti rouge ?
- Mexique
Un régime en état de décomposition avancée
- Le Capital au 21^e siècle, une tentative d'actualiser le réformisme
- France
Lutte Ouvrière dans les élections départementales

Prix : 2 euros

Envoi contre cinq timbres à 0,66 euro

LEUR SOCIÉTÉ

Fin des quotas laitiers : du petit lait pour les spéculateurs

Depuis le 1^{er} avril, la production laitière européenne, régie depuis 1984 selon des quotas, sera soumise à la seule loi de l'offre et la demande. Cela répond à l'intérêt des grandes entreprises agricoles, des industriels transformateurs du lait et bien sûr des banquiers.

La politique des quotas, telle qu'elle a été appliquée en France, a ralenti la diminution du nombre d'exploitations. Pourtant, de 2000 à 2011, date du dernier recensement, le nombre d'exploitations a encore diminué de 26%. Il en reste

à cette date 500 000, faisant travailler près d'un million de personnes.

Mais surtout, le cheptel moyen en France compte 60 vaches alors qu'en Allemagne, les élevages de 1 500 vaches ne sont pas rares. Annuler aujourd'hui

les quotas signifie mettre les producteurs en concurrence directe les uns avec les autres et les plus gros, ceux dont les exploitations ont la productivité la plus élevée, seront en position de force. Ce sera la guerre des prix et des volumes. De grandes fermes agro-industrielles vont voir le jour et se multiplier, comme cette ferme géante mise en service dans la Somme pour traiter 500 vaches actuellement mais avec une capacité de traite de 1 000 vaches.

Entente illégale : le « cartel du yaourt » pris les doigts dans le pot

L'Autorité de la concurrence a infligé une amende collective de 192 millions d'euros à dix fabricants de produits laitiers sous marques de distributeurs, représentant 40% du marché. De 2006 à 2012, ils avaient inventé la recette d'un curieux yaourt à l'oseille, en truquant les prix et en s'entendant entre eux.

Lors de réunions régulières et discrètes, les fabricants se mettaient d'accord sur des hausses artificielles de prix, et se partageaient le fromage en faussant les appels d'offre. Par exemple, le prix du yaourt aurait été majoré arbitrairement de 5% en moyenne. Les gros requins du secteur sont en cause : Lactalis, numéro un mondial, Novandier et Senagral, filiales de Andros et Senoble... Seul Yoplait, pourtant pilier de ce cartel jusqu'en 2011, a échappé à l'amende, pour avoir craché

le morceau et dénoncé ses complices.

Des ententes de ce genre, qui pénalisent le consommateur, sont dévoilées régulièrement. Elles font partie du fonctionnement habituel du marché. Les grandes entreprises veulent faire le maximum de profits par tous les moyens. Quand de temps en temps un des larrons balance ses complices, les amendes restent légères pour des arnaques lourdes. Ainsi, Lactalis, qui va payer 56 millions d'euros, a

déclaré un bénéfice net de 308 millions d'euros pour la seule année 2010.

La seule façon d'empêcher ces grands patrons de s'arranger entre eux, pour augmenter les prix et se répartir les marchés, serait de supprimer le secret commercial, le secret des affaires, qui masquent de telles pratiques. Pour imposer cette transparence, l'Autorité de la concurrence, trop timide dans ses sanctions et surtout très respectueuse de la toute puissance des actionnaires, n'est guère efficace. Pour lutter contre les ententes illégales des cartels, il faudra que les travailleurs s'en mêlent et aillent mettre eux-mêmes le nez dans leurs affaires.

Camille Lulle



Ce sera aussi tout à l'avantage des grosses sociétés industrielles de transformation du lait, tels Lactalis, n°1 mondial du fromage ou Danone n°1 mondial du yaourt, qui ont de telles capacités d'achat qu'ils imposent et imposeront encore plus leurs prix.

Le lait entre à son tour dans l'arène de la spéculation boursière. Trois contrats à terme, sur le modèle de ceux existant pour les matières premières,

agricoles ou non, vont être lancés concernant le beurre, la poudre de lait écrémé et la poudre de lactosérum, les trois dérivés du lait les plus recherchés par l'industrie.

Les banquiers pourront donc spéculer sur le lait, comme ils spéculent sur le blé et avec le même risque pour les populations : la pénurie artificielle créée par la folie du système capitaliste.

Philippe Logier

Après le yaourt, la farine

Trois meuniers industriels viennent d'être condamnés pour entente sur les prix à des amendes d'un montant global de 1,1 million d'euros.

Ces trois sociétés, Axiane Meunerie, Minoteries Cantin et Grands Moulins de Strasbourg, s'étaient entendues pour vendre leur farine à prix fort à leurs clients boulangers. Ce sont des récidivistes. En 2012, elles avaient déjà été condamnées pour des faits identiques datant de 2007.

Il y a quelque temps, une dizaine d'industriels du lait avaient été condamnés à une amende, plus élevée, de 192 millions d'euros. Dans la mesure où le marché des meuniers est plus restreint, leur amende est moins forte, sans compter qu'une des entreprises a fait valoir des difficultés pour que son amende soit réduite.

En attendant, c'est le consommateur qui est roulé dans la farine.

Jacques Fontenoy

Lycée Marcel-Cachin – Saint-Ouen : dix jours de grève, non au lycée-poubelle

Les enseignants du lycée Cachin, à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, ont commencé une grève le 17 mars.

Ce lycée classé en éducation prioritaire, qui comporte des sections professionnelles et technologiques, est délabré : portail incendié en novembre qui vient tout juste d'être remplacé, parc informatique dépassé, salles de cours qui résonnent et, plus grave, présence d'amiante dans les ateliers.

Surtout, les classes sont surchargées, jusqu'à 30 élèves dans certaines classes professionnelles, les enseignants et les agents non remplacés, comme dans bien des établissements du département. Beaucoup d'enseignants, découragés, préfèrent demander leur mutation.

Depuis le 17 mars, les grévistes ont multiplié les actions, en rendant visite aux lycées voisins, en s'adressant à la population sur les marchés.

La grève, suivie à 50%, a été quasi-totale le 24 mars, jour de manifestation au ministère, avec de nombreux élèves du lycée dans le cortège. Beaucoup de parents ont exprimé leur sympathie, certains souhaitant participer à la mobilisation.

Le travail a repris vendredi 27, mais depuis les autorités s'agitent. Des responsables de la région arpentent le lycée et constatent de leurs yeux tout ce que les enseignants dénoncent depuis longtemps. Du personnel manquant est miraculeusement remplacé. Des rendez-vous sont programmés avec la

région et le rectorat pour répondre aux revendications.

Les enseignants, les

agents, les élèves et les parents mobilisés sont convaincus d'avoir donné

un coup de pied dans la fourmière

Correspondant LO



Portail décoré avec les lettres au rectorat et à la région.

LEUR SOCIÉTÉ

Condamner les prostituées, disculper les clients : le Sénat défend l'ordre moral !

Dans la nuit du 30 au 31 mars, 165 sénateurs contre 44 ont voté pour le rétablissement du délit de racolage passif introduit en 2003 par Sarkozy, qui transformait les prostituées en délinquantes. Avec ce vote, la droite voudrait enterrer une loi de décembre 2013, proposée par des députés PS visant à combattre la prostitution.

Certes, cette oppression ne peut être éliminée par une simple loi. Mais celle-ci avait le mérite de vouloir faire admettre, pour la première fois en France, que la prostitution est une violence pour les prostituées. Elle proposait, entre autres, de pénaliser les clients, d'en finir avec le délit de racolage passif, de s'attaquer aux réseaux, d'aider les prostituées à sortir de leur condition en leur offrant des titres de séjour quand elles sont sans papiers et en créant un fonds. En juillet 2014, le Sénat dominé par la droite avait déjà rejeté la pénalisation des clients.

Avec leurs votes, ces sénateurs se sont faits les garants de la société bien-pensante bourgeoise qui considère que les hommes, constituant l'immense majorité des clients, ont absolument le droit de payer afin d'obtenir la soumission sexuelle d'une femme et donc refuse de voir dans les prostituées des victimes.

Certains expliquent qu'on est libre de faire ce que l'on veut de son corps et donc de se prostituer si cela est son choix. Ils omettent de dire qu'alors il s'agit de faire ce que l'on veut du corps des autres ! D'autres défendent la prostitution au nom de la liberté sexuelle. Pour tous, dans cette société où tout se vend et s'achète, la liberté est celle du commerce et de l'argent. Ces propos sont toute la morale de ces gens. Une morale qui permet à ces honorables élus de ne pas entendre les témoignages des victimes. Comme celle-ci expliquant : « Je suis effondrée par les réactions que j'entends dans le débat d'aujourd'hui. Pourquoi tant

de complaisance et de fantasmes quand la réalité est si crue, si violente ? La prostitution, je l'ai vécue comme une suite de viols, en me demandant comment tous ces hommes pouvaient défiler sans se poser de question. Pas un seul ne s'est inquiété de ma détresse. S'ils payent, c'est pour ça ; pour acheter le droit de ne se soucier que d'eux-mêmes. J'étais mineure, déglinguée, et pas un, jamais, n'a manifesté le moindre intérêt pour moi. On est une pute donc on est là pour ça. »

La prostitution existe bien depuis des siècles, non pas parce qu'elle serait « le plus vieux métier du monde », mais parce qu'elle est liée à l'existence de sociétés d'exploitation. Et depuis, elle est le corollaire de l'oppression des femmes, considérées principalement comme des objets de reproduction et d'assouvissement des désirs sexuels.

Aujourd'hui ceux qui prônent la liberté de se prostituer nient la réalité de cette barbarie car la prostitution est majoritairement l'œuvre de réseaux de traites de femmes. Plus de 80% des prostituées en France sont étrangères, vendues, battues, droguées et violées maintes fois avant d'être jetées dans ce calvaire. Elles se retrouvent soumises à leurs esclavagistes, seules, et connaissent les pires difficultés physiques et psychologiques pour s'échapper. Non seulement l'État ne les aide pas, ne leur offre ni papiers ni secours officiels, mais il continue d'en faire des coupables.

Les amateurs des soirées du Carlton pourront boire une coupe de champagne en l'honneur du vote de ces sénateurs.

M. A.

Tunisie : « réconciliation nationale » et hypocrisie



La brochette des personnalités

Dimanche 29 mars, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Tunis à l'appel, entre autres, du président Caïd Essebsi, de la place Bab Saadoun vers le musée du Bardo, où, le 18 mars, vingt-deux personnes avaient été tuées par deux ou trois djihadistes.

Les manifestants sont restés bloqués loin de leur but : une autre manifestation, soigneusement protégée, rassemblait devant le musée, au bras du président, quelques chefs d'État et de gouvernement. Matteo Renzi, Ali Bongo, Mahmoud Abbas étaient là, ainsi que François Hollande, tout juste sorti de l'isolement. Il s'agissait, clairement, de rééditer à Tunis le rassemblement d'union nationale du 11 janvier à Paris, avec les mêmes arrière-pensées politiques, destinées à laisser croire au « tous unis contre le terrorisme ».

Et en effet, tous les politiciens tunisiens étaient là :

anciens de l'époque du dictateur déchu Ben Ali, ce qui est le cas du président Caïd Essebsi lui-même, anciens membres de la « troïka » qui ont gouverné le pays à la suite de janvier 2011, et même caciques du parti islamiste Ennahda, dont le dirigeant Rached Ghannouchi avait condamné l'attentat et appelait à la « réconciliation nationale » et à « défendre la patrie et préserver la liberté ».

Devant cet assaut d'hypocrisie de la part d'Ennahda, qui coopère au gouvernement avec Nidaa Tounès, le parti d'Essebsi, le porte-parole du parti de gauche Front populaire, Hama Hammami, a

refusé de participer à cette démonstration en raison de la présence d'Ennahda qui, en effet, s'est toujours gardé de condamner les exactions salafistes contre les femmes et les militants de gauche, et avait couvert l'assassinat par des voyous islamistes radicaux des militants de gauche Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi.

Mais la brochette de politiciens laïques présents en première ligne n'était pas pour autant dénuée de responsabilité dans la situation qui favorise le terrorisme des djihadistes : le chômage et la pauvreté persistante en Tunisie, tout comme les interventions guerrières de l'armée française en Afrique continuent d'entretenir le terreau où se développent les bandes armées ralliées à l'organisation État islamique.

Viviane Lafont

Israël : des femmes orthodoxes en ont ras la perruque

Les ultra-orthodoxes représentent 14 % de la population israélienne. Ils vivent selon leurs propres lois religieuses, dans des quartiers séparés. Les hommes ne travaillent pas, se consacrant à l'étude de la Bible, les femmes devant donc assurer les revenus des ménages tout en n'ayant aucun droit. La panoplie réactionnaire de ces intégristes est bien fournie. Le matin, après avoir remercié Dieu dans leur prière de ne pas les avoir faits femmes, ils peuvent se rendre dans leurs écoles religieuses ou à la synagogue en empruntant des trottoirs interdits aux femmes, ou voyager en parquant les femmes à l'arrière des bus. Dans ce monde, les humiliations,

viols et violences conjugales contre les femmes sont monnaie courante.

C'est au point que des femmes de ce milieu ont fondé un parti pour défendre leurs droits et se sont présentées aux élections législatives. L'une d'entre ces candidates, Gila Yashar, mariée et mère de sept enfants a dû se battre contre son mari, soutenu par les institutions religieuses lors de son divorce. Celui-ci refusant de lui céder un de ses six appartements pour lui permettre de vivre avec son fils handicapé, elle n'a pas accepté de signer les papiers du divorce, invalidant le divorce religieux, seul reconnu par cette communauté. Au nom de ces principes religieux,

elle a été condamnée à la prison. Lors de son incarcération, elle a fait un malaise et a été hospitalisée. Mais, condamnée, elle a été menottée à son lit d'hôpital durant presque une journée. Le scandale de sa situation a fini par imposer à la justice israélienne de passer outre les décisions de la Cour rabbinique et de donner raison à Gila Yashar.

L'oppression que ces femmes dénoncent est certes alimentée par les dogmes de la religion à laquelle elles croient. Mais elles ont l'air au moins convaincues d'une chose : il vaut mieux se défendre elles-mêmes que d'attendre le salut du ciel.

Marion Ajar

Okinawa : manifestations contre les bases américaines

Des affrontements ont à nouveau éclaté lundi 30 mars dans l'archipel d'Okinawa, au sud du Japon, contre la construction d'une nouvelle base américaine.

Victime des affrontements entre l'armée impériale japonaise et les troupes américaines qui firent 230 000 morts entre avril et juin 1945, la région d'Okinawa fut occupée militairement jusqu'en 1972 pour servir de base arrière aux guerres des États-Unis en Corée et au Vietnam. La population de cette région, s'est toujours opposée à la présence des soldats américains qui y sont encore plus de 25 000 aujourd'hui.

La base aérienne de Futenma, installée en pleine ville, est source de nuisances quotidiennes pour les habitants, en particulier les écoliers qui voient leurs cours interrompus par les décollages incessants des avions militaires gros porteurs. La population est entraînée par la sécurité civile japonaise à faire face à l'écrasement éventuel d'un hélicoptère militaire américain, comme ce fut le cas sur l'université de Naha le 13 août 2004.

Mais ce sont surtout les exactions répétées des militaires américains contre la population et contre les femmes en particulier qui suscitent la colère, les soldats n'étant soumis qu'à la justice militaire américaine. Après le viol d'une écolière par trois GI's en 1995, le gouvernement avait fait la promesse, pour chercher à calmer les habitants, de déplacer la base de Futenma dans une zone littorale du nord de l'île, moins peuplée.

Après avoir traîné pendant des années, les travaux d'agrandissement de la nouvelle base située dans la baie d'Oura ont provoqué à nouveau des manifestations. Les tentatives de blocage des camions de matériel de construction devant le camp des marines, les bagarres avec la police et les gardes privés ont poussé le gouverneur élu en novembre dernier, Takeshi Onaga, à ordonner la suspension des travaux le 23 mars. Mais le



gouvernement central a annulé le gel des opérations. Le Premier ministre Shinzo Abe, malgré l'opposition de la population, souhaite renforcer les liens avec les États-Unis et augmenter les dépenses militaires sous prétexte d'une menace chinoise.

Bien des habitants d'Okinawa ont le sentiment d'être des laissés-pour-compte. Ils craignent un renforcement de la présence américaine dans l'archipel alors qu'ils doivent déjà supporter la moitié des 47 000 soldats américains postés en

permanence au Japon. Comme l'exprimait une manifestante âgée de 85 ans : « je porte sur mon corps les cicatrices des brûlures des lance-flammes américains et je refuse de céder la terre de mes ancêtres. »

Gilles Boti

Hausse des salaires : pas de quoi monter au mont Fuji

Mercredi 18 mars, lors du shunto, traditionnelle négociation du printemps, trois des plus grands groupes japonais ont annoncé des hausses de salaires un peu supérieures à celles des années précédentes. Chez Toyota, elles seraient de l'ordre de 31 euros par mois, la plus forte augmentation depuis dix ans. Chez Nissan, les salaires devraient augmenter en avril de 85 euros au maximum, en intégrant les hausses liées à l'ancienneté.

Dans la réalité, les hausses ne devraient concerner que les salariés en CDI et à temps plein des grands groupes, soit à peine un cinquième des travailleurs du pays. Les « temporaires » -39% du total- n'y auront pas droit, pas plus que les salariés des PME. D'après Rengo, la principale confédération syndicale du pays, les hausses moyennes devraient se limiter à 19 euros par mois dans les grandes entreprises.

Le patronat présente ces hausses comme un geste de générosité faisant suite aux demandes répétées du gouvernement Abe. En réalité, ce sont les grandes entreprises qui bénéficient à plein des largesses gouvernementales, à commencer par des réductions d'impôt sur les sociétés, et de la baisse du cours du yen qui a permis de relancer les exportations.

Seule une fraction des salariés va bénéficier de ces augmentations très limitées compensant à peine la hausse du taux de TVA entrée en vigueur en avril 2014. Il n'y a pas de quoi écorner les bénéfices record des grands groupes de l'archipel. La direction de Toyota a rejeté les demandes pourtant limitées des syndicats maison, dont le montant était estimé à 156 millions d'euros, mais elle prévoit d'ores et déjà plus de 20 milliards d'euros de profits cette année.

G.B.

Quatre ans après Fukushima : pollution et exploitation continuent

Depuis l'accident nucléaire du 11 mars 2011, rien n'est réglé dans la région de Fukushima, au nord-est du Japon. Alors que la société Tepco ne parvient toujours pas à maîtriser la pollution du site, la situation empire pour les habitants des alentours, encore réfugiés dans des logements précaires, ainsi que pour les nombreux travailleurs employés sur le site, sous-payés et mal informés des risques encourus.

Côté pollution, de l'eau doit être envoyée en permanence sur les réacteurs endommagés et sur les déchets nucléaires pour les refroidir et éviter un nouvel accident. Cela crée de nouvelles masses d'eau radioactive qui doivent être stockées. Depuis mars 2011, des centaines de milliers de m³ ont ainsi rempli un millier de réservoirs dispersés sur le site. Des fuites dans ces réservoirs ainsi que des incidents dans le pompage des eaux d'infiltration ont conduit à des contaminations de l'océan Pacifique voisin.

Dans les alentours, près de 120 000 personnes mènent encore une vie de

réfugiés, installées dans des logements provisoires quatre ans après leur évacuation. Les collectivités locales sont chargées des plans de reconstruction, mais ceux-ci, du fait du manque de moyens, ont pris un retard considérable.

La seule issue proposée par le gouvernement à ces réfugiés est de revenir s'installer dans les zones les moins contaminées. Des milliers de « décontaminateurs » sont toujours employés à lessiver les toits et les routes, à retirer la terre de surface dans les cours et les champs, dans l'espoir de faire un peu baisser la radioactivité. Le but est de rendre les zones de nouveau habitables en passant sous la barre des 20 millisieverts par an. C'est la limite de radioactivité autorisée au Japon depuis la catastrophe, mais elle est 20 fois plus élevée que celle recommandée par l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé.

20 000 travailleurs sont chargés de cette décontamination partielle, alors que 6 000 autres ouvriers interviennent sur le site de la

centrale. Employés par une multitude de sociétés sous-traitantes, ces travailleurs sont souvent recrutés parmi les SDF, les jeunes sans qualification ou les « évaporés », ces Japonais qui disparaissent volontairement pour fuir des dettes ou d'autres problèmes. Non déclarés pour la moitié d'entre eux, très mal payés, pas informés des risques qu'ils encourent, ils subissent des accidents du travail de plus en plus nombreux.

Cette année comme les précédentes, le gouvernement a organisé diverses cérémonies commémoratives et a assuré les victimes et leurs familles de son soutien. Mais derrière ces discours hypocrites se cache un grand mépris des petites gens qui n'ont pas d'autre solution que d'habiter ou de travailler dans cette région dangereuse. C'est ce même mépris qui conduit les autorités japonaises à envisager aujourd'hui la relance des centrales nucléaires dans le pays alors que la majorité de la population s'y est opposée.

Valérie Fontaine

Afghanistan : l'armée américaine reste

Barack Obama s'est fait élire, puis réélire, en promettant entre autres de mettre fin dans les meilleurs délais à l'intervention américaine en Afghanistan.

Pourtant le plan de retrait des troupes vient d'être interrompu. L'effectif américain sera maintenu à 10 000 hommes jusqu'à la fin de l'année au moins. En particulier, les deux bases d'où partent les drones et les missions spéciales resteront ouvertes.

L'armée américaine et ses alliés, dont la France,

prétendaient lutter contre l'obscurantisme, le terrorisme, l'oppression des femmes dans ce pays soumis au pouvoir des Talibans. Après treize ans d'occupation des villes, d'opérations militaires dans les campagnes, de raids aériens, d'assassinats plus ou moins ciblés, après un nombre inconnu de morts

et de destructions, rien n'a changé dans ce pays, si ce n'est en pire.

Le nouveau président, Ashraf Ghani, tout droit sorti des universités et des valises américaines, a fait les déclarations optimistes attendues par les télévisions et les diplomates occidentales. Mais les Talibans ont si peu reculé qu'ils se sentent en position de refuser de négocier. Les attentats sont quotidiens. Une jeune femme a été lapidée en pleine rue, à Kaboul même, la capitale, et

la vidéo de son assassinat a circulé sur Internet.

Ashraf Ghani a recensé 17 000 déserteurs, partis avec armes et bagages, dans son armée pourtant encadrée et payée par les États-Unis. Les généraux montrent l'exemple de la corruption. 62 d'entre eux ont été limogés pour avoir détourné des fonds. C'est évidemment la même chose dans tout ce qui reste de l'État.

Bandes armées, seigneurs de guerre, trafiquants d'opium, groupes talibans,

forces spéciales américaines, armée afghane, terroristes pakistanais, commandos intégristes, personne ne sait qui est allié avec qui, qui assassine, qui torture. Mais tout en dessous, portant le poids de toute la société, subissant les outrages de tous les hommes armés, il y a les pauvres, les humiliés, les femmes et les jeunes filles.

Voilà le résultat des treize années d'intervention des démocraties impérialistes.

Paul Galois

États-Unis : violence d'État au cœur de Chicago

Le quotidien britannique *The Guardian* vient de publier une enquête qui révèle l'existence d'une prison secrète à Chicago, baptisée Homan Square.

Il s'agit d'un entrepôt banalisé, situé dans le quartier ouest de Chicago et censé abriter les unités de lutte contre les gangs et le trafic de drogue. L'enquête révèle que la police de Chicago s'en sert, en fait, pour « retenir et interroger hors de toute procédure légale » des citoyens américains le plus souvent

pauvres, noirs ou basanés, arrêtés lors de manifestations. Elle cite notamment le témoignage de Brian Jacob, un jeune homme arrêté en mai 2012 lors d'une manifestation contre le sommet de l'Otan. À Homan Square, il fut maintenu pendant 17 heures dans une cage métallique, menotté à un banc, interrogé à intervalles réguliers, sans avoir accès à un avocat, avant d'être transféré dans un commissariat.

Au-delà de la révélation de l'existence de cette prison

secrète, l'enquête démonte tout un système d'abus et de mauvais traitements perpétrés par la police de Chicago. Elle accuse notamment un inspecteur de police de s'être fait la main sur des détenus à Chicago

Peine de mort : la barbarie

Les autorités de l'Utah étaient inquiètes de la possible pénurie de produits chimiques qu'on injecte aux condamnés à mort pour les exécuter. En effet, les entreprises qui

avant d'exporter ses méthodes de torture dans le camp de Guantanamo, où il a sévi. Elle cite également un ancien commissaire de police de Chicago ayant utilisé des méthodes d'interrogatoire (coups, électricité)

les produisent hésitent à en vendre aux exécuteurs, par crainte d'une mauvaise image de marque.

Qu'a fait l'Utah ? Loin de s'orienter vers l'abolition de la peine de mort,

appries pendant la guerre du Vietnam.

Voilà qui lève un peu le voile sur la réalité de l'appareil d'État de la bourgeoisie dans un pays comme les États-Unis.

Julie Lemée

il est devenu le premier État américain à rétablir un peloton d'exécution ! Et ceux qui ont fait adopter cette décision se prétendent civilisés.

L.D.

Selma et le combat pour le droit de vote des Noirs

En janvier dernier le journal trotskyste américain *The Spark* a publié un article sur le film *Selma* actuellement sur les écrans. En voici de larges extraits.

Ce film impressionnant se concentre surtout sur la campagne menée par Martin Luther King au début de 1965. À Selma, comme partout dans le Sud, presque aucun Noir n'avait le droit de voter, malgré le fait que la Constitution américaine le leur donnait. Mais ce n'était que des mots sur du papier. À chaque niveau, les autorités dressaient des obstacles qui privaient les Noirs de ce droit dans les faits, ainsi que bien des Blancs pauvres.

Contrairement à une idée répandue mais fautive, le film ne présente pas le président Lyndon Johnson comme un allié du mouvement Noir et un supposé champion des droits civiques. Le film montre Johnson refusant l'appel à l'aide de Martin Luther King. Et quand King ne suit pas la consigne de Johnson de ne pas participer à cette campagne pour le droit de vote, on voit Johnson et Hoover, le directeur du FBI, comploter contre lui en le menaçant de chantage.

Le mouvement pour l'inscription des Noirs sur

les listes électorales avait commencé deux ans avant la venue de King à Selma, notamment grâce aux jeunes militants du Comité de coordination non-violent des étudiants (SNCC, en anglais), qui organisaient depuis 1960 des sit-in pour rompre la ségrégation dans les restaurants, les magasins... Malgré les difficultés et le danger que représentait l'activité du Ku Klux Klan et d'autres groupes racistes dans la région, c'est le SNCC qui avait posé les bases de l'organisation militante des Noirs à Selma.

Le film montre, qu'à l'exception d'un seul, tous les dirigeants du SNCC s'opposaient à King. Ainsi James Foreman disait que leur objectif était de permettre à la population noire de s'exprimer et de s'organiser dans le but de bâtir son propre pouvoir. Ils craignaient que même si King réussissait à obtenir quelques résultats, son opposition à l'organisation des Noirs pour leurs propres intérêts les laisserait aussi vulnérables qu'auparavant, une fois la campagne terminée.



Des manifestants noirs se faisant matraquer.

On retrouve des éléments de cette lutte politique dans le film, même si la sympathie du réalisateur va à King. Le film souligne que King ne donnait qu'un seul objectif à la campagne de manifestations : convaincre un individu unique, le président Johnson, de faire adopter une loi en faveur du droit de vote des Noirs. D'où la préoccupation permanente de King de ne pas défier l'appareil d'État américain, bien que sa police et la justice fassent tout pour empêcher les manifestations. En d'autres termes, King croyait que cet État, bien que

raciste, pouvait être poussé à défendre les intérêts des Noirs.

Le film montre que la justice et le gouvernement fédéral ont fini par intervenir. Johnson a été obligé de changer de politique et faire adopter une loi sur le droit de vote. Mais cette politique ne trouve pas son origine dans une conversion « morale » de Johnson ou un réveil de sa conscience, comme King et les prêtres de son association l'ont prétendu. C'était une tentative d'enrayer le mouvement des Noirs et d'en prendre le contrôle grâce à

des concessions.

L'État n'a pas réussi. Cinq jours seulement après que Johnson eut ratifié cette loi, Watts, le plus grand ghetto noir de Los Angeles, s'embrasait le 11 août 1965 dans une grande émeute contre les autorités racistes. Bien d'autres villes du Sud comme du Nord ont également connu de semblables rébellions de masse.

La campagne de Selma, décrite dans ce film, marquait en fait la fin d'une phase du combat des Noirs contre le racisme, au moment où une autre s'ouvrait.

The Spark

Mars 1985 : Gorbatchev au pouvoir en URSS

Il y a trente ans, en mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev accédait à la tête du parti dit communiste et donc de l'État soviétique. L'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) est alors une grande puissance faisant partie, avec les États-Unis, des Deux Grands. Pourtant, fin 1991, à peine six ans plus tard, l'URSS va disparaître, ayant explosé en quinze pays indépendants, éclatés en régions souvent dressées les unes contre les autres. De sanglants conflits vont opposer et continuent d'opposer l'Arménie à l'Azerbaïdjan, la Géorgie à ses républiques autonomes, la Russie à la Tchétchénie, etc., avec, dernière en date, la guerre entre l'Ukraine et les séparatistes du Donbass.

L'arrivée de Gorbatchev au pouvoir allait donc marquer une étape décisive dans la désagrégation de l'URSS, et la destruction de ce qui restait des acquis de la Révolution de 1917. La population allait assister au pillage de l'économie par les responsables de l'administration et du parti, à l'effondrement de la production, avec comme conséquences un chômage de masse, chose inconnue en URSS, et un appauvrissement terrible pour près de 300 millions d'ex-Soviétiques.

Une page se tourne

Avec l'arrivée de Gorbatchev au Kremlin, une époque s'achevait : celle où la caste dirigeante, la bureaucratie, avait pu jouir de ses privilèges sans que cela déstabilise tout le régime.

Depuis le milieu des années 1920, dans cet État issu de la révolution ouvrière victorieuse d'Octobre 1917, l'espoir s'était évanoui d'être bientôt rejoint et épaulé par des pays développés, telle l'Allemagne, où une autre révolution prolétarienne l'aurait emporté.

Dans une URSS laissée exsangue par la guerre civile, avec une classe ouvrière épuisée et le recul des perspectives révolutionnaires internationales, la couche des administrateurs, des chefs petits et grands – la bureaucratie – réussit à exercer seule le pouvoir. Staline, le chef que les bureaucrates s'étaient donné pour briser le Parti bolchevique de Lénine et Trotsky, imposa un régime de terreur sur tout le pays, bureaucrates compris. Cette dictature personnelle, qu'ils durent supporter pendant trente ans, fut le prix acquitté par les membres de l'appareil d'État et du Parti pour asseoir leur situation privilégiée.

Après la mort de Staline en 1953, Khrouchtchev lui succéda en garantissant aux bureaucrates que c'en serait fini des méthodes expéditives contre eux. Mais la dictature ne se relâcha pas sur le reste de la société. Puis, en 1964, de hauts dirigeants de la bureaucratie, menés par Brejnev, évincèrent Khrouchtchev.

De « stagnation » en « remise en chantier »

Pendant plus de vingt ans, il s'instaura un dominant-donnant entre le Kremlin et la masse des bureaucrates. Ils pouvaient profiter de leurs privilèges et les accroître au détriment de l'économie, pourvu que cela ne perturbe ni le fonctionnement ni l'équilibre du pouvoir au sommet.

Sous cette apparente stabilité, l'économie soviétique, essoufflée car pillée de toutes parts, s'enfonçait dans la crise. Le pouvoir central réussissait de moins en moins à contrôler les agissements de son propre appareil, et se révélait impuissant à redresser la situation.

L'âge et la maladie finirent par avoir raison des hiérarques du brejnevisme et une nouvelle page s'ouvrit avec Gorbatchev. Succédant à des vieillards, il incarna, à 54 ans, la prise des commandes par une nouvelle génération et associa son nom à des réformes. Mais elles furent plus annoncées que réalisées. Si Gorbatchev déclara que l'URSS avait besoin d'une remise en chantier générale – ce que signifie le mot russe « perestroïka » – des millions de bureaucrates ne l'entendaient pas de cette oreille.

Au sommet de l'État, le nouveau dirigeant ne put conforter son pouvoir. Face à lui et contre lui, des membres du Bureau



Gorbatchev et Eltsine.

politique se plaçaient en défenseurs des pesanteurs du régime que Gorbatchev dénonçait publiquement. À tous les niveaux, nombre de bureaucrates ne voulaient à aucun prix de réformes qui, décidées dans l'intérêt collectif de leur système, pouvaient léser leurs intérêts particuliers.

Pour contourner ces blocages, au sommet puis dans des milieux de plus en plus larges de l'appareil, Gorbatchev et ses partisans cherchèrent des appuis dans d'autres couches de la société, telle que la petite bourgeoisie des grandes villes. Gorbatchev lui promit la « glasnost » (transparence des prises de décision), ce qui l'enthousiasma car elle rêvait de la fin de la censure, d'élections libres et de multipartisme... Derrière ce qu'elle appelait la démocratie, elle aspirait à vivre comme ses sœurs des pays riches, y compris à « faire des affaires », à gagner de l'argent par l'exploitation.

Sur ce terrain, Gorbatchev trouva encore plus démagogue que lui dans les sommets de la bureaucratie. Son allié au Bureau politique, Eltsine, devint son grand rival lorsqu'il promit à la petite bourgeoisie de restaurer le « marché », et à la bureaucratie de légaliser sa mainmise de fait sur les entreprises. S'étant fait élire à la tête de la république soviétique de Russie, Eltsine invita ses pairs, les chefs des autres républiques soviétiques, à « prendre autant de pouvoir qu'ils le pourraient », donc à saper le pouvoir central incarné par Gorbatchev.

Un pays et sa population livrés à la curée

En 1990, les événements s'emballèrent. Des pénuries en tout genre s'abattirent sur les consommateurs, les chefs des régions retenant dans leurs fiefs tout ce qui y était produit. Cela paralysa l'économie, organisée et fonctionnant jusque-là comme un tout centralisé et planifié à l'échelle du pays le plus vaste de la planète. Les entreprises d'État commencèrent à voir leurs biens, leur production, aspirés par des filiales privées créées tout exprès par les bureaucrates eux-mêmes.

Partout, les dirigeants prônaient l'indépendance, ici de leur république, là de leur région. Dans un pays en voie d'éclatement, jeté dans le chaos économique, politique et social, les électeurs votèrent massivement pour les indépendances, face à un système central largement associé par les populations aux maux qu'elles subissaient.

L'instauration de l'état d'urgence, en août 1991, fut une tragi-comédie. Ses responsables, une poignée de dirigeants, y renoncèrent trois jours plus tard, faute d'avoir trouvé du soutien dans leur propre appareil militaire et administratif. Eltsine et ses comparses ukrainiens et biélorusses se sentirent alors libres de porter le coup de grâce et, fin décembre 1991, ils proclamèrent la dissolution de l'URSS. Le poste de président de l'URSS, auquel Gorbatchev s'était fait élire, n'ayant plus de raison d'être, ils se débarrassaient

de la tutelle d'un pouvoir central.

Les barons de la bureaucratie soviétique, auto-proclamés « démocrates », avaient les mains libres, chacun dans son fief. Comme on pouvait s'y attendre, il n'y eut aucune démocratie pour la population, mais la bacchanale d'une foule de bureaucrates, d'affairistes, de mafieux lancés à la curée sur les ressources du pays. L'économie s'écroula ; des fortunes colossales s'édifièrent qui allèrent se cacher dans les paradis fiscaux ; des dizaines de millions d'ex-Soviétiques virent leur niveau de vie s'effondrer ; la mortalité grimpa en flèche tandis que les services sociaux et de santé publique disparaissaient.

Quant au délitement du pouvoir central, la fin de l'URSS n'y mit pas un terme. En Russie, il se poursuivit pendant dix ans avant que Poutine ne rétablisse une certaine autorité de l'État, à coups de trique. Avec des variantes, des régimes policiers, militarisés et corrompus se mirent en place dans les ex-républiques soviétiques. Ces systèmes dictatoriaux sont nécessaires aux nantis locaux, et aux sociétés étrangères qui font affaire dans ces pays, pour les piller et exploiter féroce­ment leurs classes laborieuses.

Gorbatchev et ses velléités de réformer l'URSS ne firent ainsi qu'ouvrir la voie au règne des bureaucrates ex-soviétiques, des nouveaux bourgeois et des mafieux qui prospèrent dans leur ombre.

Pierre Laffitte

Espagne, élections régionales anticipées en Andalousie : le coup de bâton au Parti populaire ne suffit pas.

Nous publions ci-dessous des extraits de l'éditorial des bulletins d'entreprise de nos camarades de *Voz Obrera* :

« Le mécontentement populaire contre ceux qui ont été aux manettes des coupes budgétaires contre la population, des licenciements, des expulsions locatives, des bas salaires, de la corruption, etc., s'est exprimé en Andalousie. Les résultats des élections ont été un coup de bâton bien mérité pour le PP (Parti populaire). Après des années d'attaques incessantes contre les travailleurs et les classes populaires, menées à l'échelle de tout le pays par Mariano Rajoy et ses gouvernements municipaux et régionaux, le PP a perdu plus de 500 000 voix à ces élections au Parlement andalou, ne gardant que 33 parlementaires sur les 50 précédemment obtenus.

Ciudadanos, un nouveau parti de droite, qui passe pour être une sorte de sous-marque du PP, lui a volé des voix en menant campagne contre la corruption. En deux semaines les médias l'ont valorisé et il a obtenu 9 parlementaires.

Du côté de la gauche, le PSOE, qui s'attendait à un recul plus important, n'a perdu que 4% des voix (environ 120 000), et a maintenu ses 47 députés. Cela signifie que la manœuvre de Susana Díaz, la présidente socialiste sortante du gouvernement d'Andalousie, consistant à anticiper les élections pour prendre de vitesse ses rivaux, a relativement réussi. Elle a fait campagne en expliquant qu'elle avait su s'opposer au gouvernement central de Rajoy en freinant les coupes budgétaires et en maintenant les services publics, en critiquant la politique d'austérité et en s'engageant à continuer dans cette voie. Ce n'est pas la réalité car le gouvernement régional a procédé à des coupes budgétaires dans l'éducation, où 4 500 professeurs se sont retrouvés au chômage ; dans la santé aussi le manque de personnel est criant.

Le mécontentement des classes populaires est profond, mais Susana Díaz se justifie en expliquant que les coupes budgétaires venaient de Madrid et qu'on ne pouvait pas faire mieux. (...)

Ce qu'il y a de plus positif dans ces élections, c'est l'expression plus radicale du mécontentement qui s'est exprimé avec Podemos, qui a obtenu 15 députés avec presque 15% des voix. Un mécontentement qui s'exprime aussi par le vote pour Izquierda unida [IU, la Gauche unie, coalition regroupant le Parti communiste et diverses formations en majorité issues de sa mouvance]. IU a obtenu 7% des voix et 5 députés. Mais elle a néanmoins payé sa politique de soutien au gouvernement régional socialiste. »

Depuis, des négociations ont commencé pour constituer une majorité et le nouveau gouvernement d'Andalousie. Mais la défense des intérêts des classes populaires de la région ne viendra pas de simples succès électoraux ou de manœuvres politiciennes. Et nos camarades de conclure :

« Les élections sont un thermomètre de la situation et de ce que pensent les gens, et rien de plus (...). Seule la mobilisation sociale et la lutte des travailleurs pourront freiner les coupes budgétaires, les licenciements et le chômage. Et nous ne devons pas nous faire d'illusions sur tous ceux qui ne se réclament pas des travailleurs et des classes populaires. C'est pourquoi nous avons besoin, plus que jamais, de construire une organisation des travailleurs, capable d'utiliser sans ambiguïté les élections pour dénoncer le capitalisme et la dictature des banquiers et des capitalistes, et propager la perspective du socialisme. »

Voz Obrera

Mory Global : 2 150 licenciements en vue

Mardi 31 mars, la justice a décidé du sort des 2 153 travailleurs de l'entreprise de transport Mory Global. La société a été mise en liquidation puisqu'il n'y avait aucune offre de reprise, la dernière ayant été retirée la semaine dernière. Dans les 50 sites Mory Global, les travailleurs se sont mobilisés, ont bloqué les routes pour se faire entendre et obtenir la continuation de l'activité ou des indemnités de licenciement plus élevées.

Leur patron, Arcole Industrie, entend ne rien céder et ne rien perdre dans cette faillite. Et dans le domaine il est un spécialiste. Déjà, en 2014, propriétaire de ce qui était encore Mory

Ducros, il s'était déclaré en faillite puis avait proposé la reprise d'une partie des activités, licenciant au passage 2 800 des 5 000 salariés et fermant 35 des 85 agences. Il avait obtenu le soutien de la justice et du gouvernement qui validait ce plan de « sauvetage » en accordant même à Mory Ducros devenu Mory Global un prêt de 17,5 millions d'euros au titre du Fonds de développement économique et social.

Moins de deux ans après, Arcole Industrie met la clé sous la porte. En deux vagues de licenciements, il aura réussi à effacer de la carte une entreprise de 5 000 travailleurs qui se vantait d'être le numéro

deux européen dans son domaine. Dans cette opération il avait non seulement l'appui du gouvernement et de la justice, mais aussi celui de la plupart des centrales syndicales, notamment la CFDT, qui avait dit oui à la création de Mory Global et aux 2 800 licenciements avec l'argument honteux que l'accord permettait de sauver 2 200 emplois... Aujourd'hui les 2 200 salariés « sauvés » à l'époque sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité capitaliste. Et au moment même où le couperet tombe, Manuel Valls laisse jusqu'au bout les mains libres à Arcole Industrie, dont il se fait le complice.

Cédric Duval



Mouvement au temps de Mory Ducros.

Moulins : grève des conducteurs de bus

Depuis vendredi 27 mars, les chauffeurs de bus de l'agglomération de Moulins, dans l'Allier, sont en grève.

Cela fait plusieurs semaines qu'ils se mobilisent pour leurs salaires et leurs conditions de travail. À l'initiative de la CGT, ils ont commencé par faire circuler une pétition signée par la quasi-totalité des chauffeurs. Ils réclamaient une augmentation de la valeur du point (de 8,83 euros à 10,05 euros), la fin de l'inégalité des primes entre cadres et conducteurs (170 euros pour les uns, 35 pour les autres), l'amélioration des conditions de travail. En même temps, le syndicat CGT déposait un préavis de grève.

La direction de RATP Dev, qui a la concession du transport urbain à Moulins, refusait tout en bloc. Pourtant, elle-même avait annoncé que les résultats 2014 étaient bons (+11,90% de voyageurs et + 8,3% des recettes). Elle a aussi touché du gouvernement environ 75 000 euros de CICE. Elle envisage aussi l'achat de trois nouveaux

bus d'ici à 2017, c'est donc qu'elle pense que les perspectives sont prometteuses. Les conducteurs estiment donc qu'ils ont aussi droit à une augmentation car, si le transport urbain s'améliore, c'est d'abord grâce à leur travail.

Au cours d'une réunion avec les délégués syndicaux, jeudi 26 mars, la direction concédait une augmentation mensuelle de 2 euros de la prime de nettoyage, c'est-à-dire moins qu'une aumône !

Cela déclenchait la colère des conducteurs qui décidaient la grève pour le lendemain avec piquet de grève devant le dépôt. Le vendredi matin, 29 des 39 chauffeurs étaient en grève. Les bus sortaient au compte-gouttes.

Samedi 28 mars, la grève s'organisait pour le début de la semaine suivante.

Lundi 30 mars, la grève et le blocage des bus continuaient. Mais la direction restait sur ses positions

et voulait même revenir sur le 1% d'augmentation annuelle minimum obtenu par une grève des années auparavant. Elle ne proposait que 0,7% pour l'année. Les grévistes, eux, exigeaient une augmentation mensuelle d'au moins 45 euros. La direction se lamentait, disant que si elle donnait cela, il faudrait fermer l'agence en... 2019 (sans doute une nouvelle annonce de la fin du monde !).

La communauté d'agglomération, dirigée par le maire UMP de Moulins, se manifestait, l'un de ses conseillers demandant aux grévistes : « Est-ce que conduire un bus dans l'agglomération justifie un tel salaire ? » Autant dire qu'il n'y avait aucun soutien à en attendre.

Mardi 31 mars, jour prévu des NAO (négociations annuelles obligatoires), les négociations étaient finies avant d'avoir commencé, les grévistes ne voulant plus de discussions avec un sourd.

Le moral est au beau fixe et le mouvement continue.

Correspondant LO

Renault Douai : cadeaux pour les VIP, sacrifices pour les ouvriers

Mardi 31 mars, le parking de Renault Douai, dans le Nord, était squatté par cinq hélicoptères. Ils étaient là pour transporter les VIP venus essayer le futur Espace, véhicule « haut de gamme » qui sera vendu entre 35 000 et 50 000 euros.

À 1 000 euros l'heure de vol, cela sonnait comme une provocation pour les ouvriers. D'abord, le groupe, qui a versé 560 millions d'euros aux actionnaires et qui vient de passer les revenus du PDG Carlos Ghosn de 2,67 millions en 2013 à 7,2 millions en 2014, a refusé toute augmentation générale des salaires au personnel.

Mais en plus, à l'usine de Douai, la direction vient d'annoncer des nouvelles mesures qui vont toutes aggraver les conditions de travail. Sous prétexte que

les commandes affluent, Renault Douai met en place des heures supplémentaires obligatoires pour l'équipe d'après-midi.

Ainsi, une semaine sur deux, il faudra partir à 22h au lieu de 20h40. Et cela pendant huit semaines, jusqu'aux congés... Comme si on n'était pas déjà suffisamment fatigués en fin de poste ! Mais ce n'est pas tout : la direction cherche des volontaires pour des samedis travaillés. Elle propose, pour ceux qui se montreraient « coopératifs » une prime de 210 euros qui

serait « peut-être » versée en juillet. Même pas de quoi se payer un quart d'heure d'hélicoptère !

Renault fait donc le choix de surexploiter son personnel au lieu d'embaucher. Les embauches prétendument programmées dans le groupe Renault ne concernent pas Douai, paraît-il, tant que « *les personnels détachés dans les autres usines du groupe ne sont pas revenus* ». Mais c'est la direction qui a tout fait pour les pousser au détachement !

En attendant, 500 intérimaires sont dans l'usine, des jeunes qui savent déjà qu'ils ne seront pas embauchés, mais à qui Renault demande, ainsi qu'aux embauchés, de travailler toujours plus vite... Mais les conditions de travail sont telles que des centaines de véhicules s'accumulent en retouche. À certains endroits, on ne peut même plus circuler entre les voitures attendant les retouches.

Voilà la face cachée du « haut de gamme ». Mais du haut d'un hélicoptère, ça ne se voit pas...

Correspondant LO



Sur le parking des ouvriers, leurs taxis attendent les VIP.

Michelin – Saint-Doulchard : nouveaux débrayages, nouvelle manifestation

Une centaine de travailleurs de Michelin ont à nouveau manifesté dans les rues de Bourges jeudi 26 mars.

Le mardi précédent, les débrayages interrompus depuis quelques semaines avaient repris dans l'équipe de nuit. Les travailleurs, qui avaient débrayé pendant la première quinzaine de février une heure chaque jour dans chaque équipe, avaient de toute façon prévu de reprendre leurs actions. Mais ce qui a provoqué à nouveau la colère, c'est l'annonce que la participation aux bénéfices de 24 millions en 2014 tomberait à dix millions cette année. Pour les travailleurs, le calcul a été vite fait : cela correspond à une perte de 600 à 700 euros qui se cumulerait avec une perte de revenus équivalente l'année dernière.

Plus de 70 travailleurs sur les trois équipes ont donc à nouveau débrayé une heure, confirmant leurs revendications d'une augmentation de 350 euros par mois et l'embauche des travailleurs en contrats précaires, en y ajoutant le maintien de la participation aux bénéfices à hauteur de celle de 2014.

Ces débrayages ont été l'occasion de préparer la manifestation prévue le lendemain. Celle-ci a réuni une centaine de

travailleurs qui se sont fait entendre dans la rue, comme ils l'avaient fait déjà à deux reprises en février, en criant « *du fric pour nos salaires, pas pour les actionnaires !* ». Il est en effet prévu que les dividendes versés aux actionnaires de Michelin, eux, ne seront pas en baisse.

Les travailleurs, déterminés à continuer leurs actions, préparent la journée de grève et la manifestation du 9 avril.

Correspondant LO



Areva NP (ex-Césus) – Jarrie : les travailleurs ne veulent pas payer pour Areva



Assemblée générale du 17 mars.

Mardi 17 mars, un des membres du directoire d'Areva était en visite sur le site de Jarrie, près de Grenoble. La CGT avait appelé à quatre heures de grève pour l'accueillir et lui signifier l'inquiétude des travailleurs devant le plan d'économies d'un milliard d'euros annoncé récemment.

Pour le moment, au comité central d'entreprise du 10 mars, la direction n'a rien voulu dire concernant « le volet social » du plan d'économies demandé à Areva NP par le conseil d'administration. C'est bien ce qui inquiète les travailleurs, déjà échaudés l'an dernier par la renégociation à la baisse de leurs acquis après la fusion de Césus dans le groupe Areva NP, puisqu'ils dépendent désormais de la convention collective de la métallurgie et non plus de celle de la chimie. Depuis, la prime d'ancienneté a été divisée par deux pour les nouveaux embauchés et ils n'ont plus droit à la prime de vacances et à des congés spéciaux.

Après l'annonce récente de 5 milliards d'euros de

pertes et d'un plan d'économies de un milliard, la direction d'Areva a annoncé que le site ex-Césus de Montreuil-Juigné serait fermé en 2017, mais elle reste dans le flou sur l'avenir de ses 80 salariés. Même chose pour le site ex-FBFC de Pierrelatte et ses 140 travailleurs, dont l'avenir est plus qu'incertain. Sur le site de La Hague, Areva a annoncé le non remplacement de 500 départs à la retraite. En Allemagne, c'est 1 500 emplois dans l'ingénierie qui vont être supprimés et des centaines dans les mines du Niger.

Alors, à l'assemblée générale de mardi devant l'entreprise de Jarrie, une quarantaine de grévistes ont demandé aux élus du personnel, qui allaient rencontrer la direction l'après-midi, de lui dire qu'ils ne voulaient rien négocier, qu'aucun plan d'austérité, qu'aucune suppression de poste ne serait acceptée.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer pour les déboires d'Areva, dont ils ne sont nullement responsables !

Correspondant LO

Air France, DGI, Villeneuve-Le-Roi : coup de colère sur les salaires

Mercredi 25 mars, à l'usine Éole de révision des équipements des avions, une dizaine de travailleurs de l'atelier de réparation des toboggans de secours ont spontanément débrayé. Au départ, il était question de réclamer une prime de 90 euros pour tous les samedis travaillés, ce qui se pratique dans bien d'autres secteurs. Puis, de discussions en discussions en faisant le tour des ateliers, s'est imposée la revendication d'une augmentation de salaire, une nécessité pour les quelque 600 travailleurs de cette usine. Après trois années de blocage des salaires quasiment à leur niveau d'embauche, la direction veut maintenant imposer le plan « Perform 2020 » de « modération salariale », une attaque supplémentaire sur le niveau de

vie.

Plus de 200 travailleurs, soutenus par les syndicats Sud et CGT, ont débarqué dans les couloirs de la direction pour réclamer haut et fort une hausse des salaires de 300 euros. Pour le moment, la direction locale, sourire aux lèvres, a opposé un refus aux représentants syndicaux. Elle a seulement déclaré qu'elle allait réfléchir à la possibilité de l'octroi d'une prime et d'un réaménagement des horaires.

Des salaires bas, bloqués depuis plusieurs années, avec des perspectives d'augmentations plus qu'incertaines, voilà de quoi se mettre en colère et ce n'est peut-être qu'un début. La suite pourrait bien faire perdre son sourire à la direction.

Correspondant LO

PSA Peugeot Citroën Sevelnord – Hordain : trois jours de grève pour les salaires

L'usine de Sevelnord à Hordain dans le Nord, filiale de PSA, s'apprête à produire un nouveau véhicule utilitaire en plus des deux actuels, l'un pour PSA et l'autre pour Toyota. Mercredi 25 mars s'ouvraient les négociations salariales. Les 2 700 travailleurs de l'usine ne se faisaient pas d'illusions car, dans le reste du groupe, la direction générale avait proposé zéro euro d'augmentation générale des salaires, et des augmentations individuelles pour un nombre extrêmement faible de salariés.

La direction de Sevelnord a suivi la direction de groupe, y compris dans

l'argumentation : les prix à la consommation auraient baissé en 2014, donc pas

d'augmentation générale des salaires ! Les travailleurs devraient se contenter d'une enveloppe d'augmentations individuelles représentant 1,2 % de la masse salariale. Pour les quatre principaux dirigeants du groupe, Tavarès en tête, ces arguments ne valent plus, puisqu'ils ont eu une augmentation de 86 % en 2014.

Le mécontentement était palpable dans les ateliers. Mercredi 25 après-midi, 300 travailleurs ont

défilé dans les ateliers pour réclamer 300 euros d'augmentation générale pour tous, lors d'une grève appelée par la CGT. Dans un premier temps, sous la pression générale, le SPIE, syndicat proche du patron, ainsi que FO ont suivi le mouvement en réclamant que le budget des augmentations individuelles passe à 2 %. Mais, sans surprise, ces deux syndicats ont abandonné le mouvement dès le vendredi 27 mars au matin.

Près de 700 travailleurs sur les deux équipes ont participé à la grève, malgré les tentatives d'intimidation et les manœuvres de la direction bloquant les grévistes à l'extérieur des bâtiments et enfermant à l'intérieur ceux qui ne se déclaraient pas en grève. Il n'empêche que, pendant

trois jours, l'usine a été totalement arrêtée. En effet, même les ouvriers n'osant pas se déclarer en grève n'avaient aucune envie de travailler... parce qu'ils étaient bien d'accord avec les grévistes !

La grève a tenu jusqu'au vendredi soir. Mais les tentatives de la direction avaient réussi à en écœurer plus d'un et il ne restait que 100 grévistes lundi 30 au matin. Ils ont décidé de suspendre la grève et d'appeler à des débrayages de deux heures en fin d'équipe.

Dans cette usine où les grèves et les débrayages sont rares, cette grève est un signe encourageant pour l'avenir et montre que les travailleurs acceptent de moins en moins les sacrifices qu'imposent les accords de compétitivité.

Correspondant LO



PSA Trémery : des aides à l'emploi pour ceux qui en suppriment

Après des mois d'un cinéma bien orchestré, PSA a annoncé la construction d'une nouvelle ligne de fabrication de moteurs à essence à l'usine de Trémery en Moselle. Avec des aides conséquentes à la clef.

En novembre dernier, le journal *Le Républicain lorrain* titrait « PSA Trémery en difficulté ». Tout cela parce qu'il y aurait eu une prétendue concurrence entre l'usine de Vigo en Espagne et celle de Trémery en Lorraine pour produire un moteur essence turbo à trois cylindres. Le syndicat pro-patronal SIA, majoritaire à Trémery, était à la manœuvre.

Selon les élus du secteur, il manquait 20 millions d'euros dans la balance entre Trémery et Vigo pour que Trémery l'emporte. Un chantage organisé pour faire cracher les collectivités locales et les pouvoirs publics qui n'ont, paraît-il, plus d'argent pour les écoles, les trains ou les hôpitaux mais qui en trouvent, comme par miracle, pour subventionner un groupe privé qui vient d'annoncer 905 millions d'euros de bénéfices.

Le scénario était réglé comme du papier à musique.

Fin novembre, les élus proposaient de racheter 22 hectares de terrain inutilisés à PSA pour la somme de 6,6 millions d'euros – ce qui fait 300 000 euros l'hectare, 50 % plus cher que ce qui est mis en vente actuellement sur la même zone industrielle. Un terrain que PSA a dû avoir pour rien car l'usine s'est installée en 1979 dans le cadre de la reconversion de la sidérurgie sur ce qui n'était à l'époque que des terres agricoles.

Ensuite la Région a annoncé apporter 25 millions d'euros pour cette nouvelle ligne de fabrication, l'État devant apporter à peu près autant... pour un investissement annoncé par PSA de 60 millions.

Mais le plus beau est que cette prétendue concurrence avec l'usine de Vigo n'a sans doute jamais existé. Celle-ci est une usine d'assemblage de voitures et toute la politique de PSA est de spécialiser ses sites. Sans compter que Vigo, en Galice, tout près

du Portugal, est très excentrée par rapport aux usines qui assemblent les moteurs dans les voitures. Et puis, surtout, de l'aveu même de PSA, construire de toutes pièces une ligne de fabrication de moteurs coûte environ 250 millions alors qu'à Trémery, PSA n'en aura que pour 60 millions, l'essentiel étant payé, si l'on en croit la presse locale généralement bien informée, par les fonds publics.

Quant aux emplois que ces aides publiques sont censées favoriser, plus de 1 100 ont été supprimés à Trémery en dix ans – il reste moins de 3 500 salariés qui fabriquent surtout des moteurs diesel. Le dernier investissement sur le site, une ligne de fabrication d'un moteur trois cylindres en 2011, censée créer 500 emplois, a tout juste permis le reclassement de 300 salariés venant d'autres secteurs de l'usine.

Au nom de l'emploi, des dizaines de millions de fonds publics sont attribués à un groupe qui fait des bénéfices... et supprime massivement des emplois. Voilà ce dont Hollande est venu se vanter à Trémery.

Etienne Hourdin

PSA Mulhouse : Débrayage pour les salaires

Lundi 23 mars, à l'appel des syndicats CGT et CFDT, 500 ouvriers débrayaient 1 h 30 à deux heures dans les trois équipes de production pour protester contre le gel des salaires.

Mais il y a de moins en moins d'ouvriers à l'usine qui travaillent toujours plus. Le gel des salaires de base dure maintenant depuis trois ans, accompagné de toute une série de mesures liées à l'accord de compétitivité qui en réalité font baisser les salaires.

Les cortèges qui ont défilé dans l'atelier du Montage étaient dynamiques et cela faisait longtemps que les travailleurs ne s'étaient pas retrouvés aussi nombreux, avec certains

pour qui c'était le premier débrayage. Dans les jours qui ont suivi, ceux qui y ont participé disaient être fiers de l'avoir fait, tandis que ceux qui n'avaient pas franchi le pas, affirmaient que cela leur donnait envie d'en être la prochaine fois.

Dans une période où il est n'est pas facile de relever la tête face aux attaques des patrons, ces arrêts de travail représentent des succès. Mais un certain nombre de travailleurs ont bien conscience que, pour être en mesure d'imposer à PSA des augmentations de salaire, il sera nécessaire de se mobiliser à plus nombreux encore, et dans toutes les usines du groupe.

Correspondant LO

Hollande à Trémery : le show tombe à plat

Policiers du RAID en embuscade, la visite de Hollande à l'usine PSA de Trémery, à la veille du deuxième tour, n'a pas permis au PS de remonter la pente aux élections départementales.

Il faut dire que depuis Mitterrand en 1981 personne ne croit plus aux promesses faites par des Présidents lors de leurs déplacements dans la région. Sarkozy à

Gandrange avait promis de maintenir l'aciérie. Hollande, lui, avait promis de sauver les hauts-fourneaux de Florange. On a vu ce que cela a donné.

Bien sûr, les travailleurs ont pris acte de l'annonce de la construction d'une nouvelle ligne de fabrication de moteurs à essence; quant au cinéma de Hollande il a été pris pour ce qu'il était.

Hôpital Saint-Antoine – Paris : face aux attaques de la direction générale, le personnel se mobilise

Lundi 23 mars, les ouvriers de maintenance de l'hôpital Saint-Antoine, au nombre d'une quarantaine, se sont mis en grève. L'équipe de maintenance rassemble plombiers, menuisiers, chauffagistes, etc., indispensables au bon fonctionnement de l'hôpital. En restructurant le secrétariat des quatre hôpitaux du groupe hospitalier, la direction voulait supprimer deux postes. Bien mal lui en a pris.

Aussitôt en grève, les ouvriers ont décoré l'hôpital à leur manière en suspendant de nombreuses banderoles un peu partout, en « exposant » des lits ou des WC cassés sur les pelouses de l'hôpital, en entassant des montagnes de linge sale devant le bâtiment de la direction, etc.

En commun avec les syndicats, les ouvriers ont appelé à une assemblée générale le mercredi 24 mars. Celle-ci a rassemblé 200 hospitaliers, non seulement pour les soutenir, mais aussi pour discuter des attaques que tous les travailleurs de l'hôpital subissent. Dans le cadre de l'offensive décidée par le gouvernement contre les hôpitaux, Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance Publique-Hôpitaux

de Paris, vient en effet d'annoncer qu'il comptait remettre en cause l'organisation des 35 heures dans les hôpitaux de l'Assistance Publique, et supprimer par ce biais tout ou partie des RTT. Certains risquent de perdre jusqu'à 18 jours de RTT par an.

Cette première assemblée a décidé d'appeler l'ensemble du personnel à se réunir à nouveau le jeudi 26 mars pour intensifier la mobilisation. Dans les services, le message est passé et cette deuxième assemblée a réuni 300 personnes.

Ces rassemblements ont montré le mécontentement général face à toutes ces attaques, et chacune des assemblées s'est poursuivie par une manifestation joyeuse et bruyante à travers tout l'hôpital.

Les travailleurs étaient contents de se retrouver plus nombreux qu'à l'ordinaire, et de voir aux fenêtres nombre de leurs collègues qui levaient le poing en signe de soutien. Tous ceux qui étaient présents étaient fiers de relever la tête et de poser seringue et stylo l'espace d'une demi-heure ou d'une heure.

Vendredi 27 mars, après une semaine de grève, la direction a reculé partiellement en annonçant que le secrétariat des ouvriers serait bien regroupé avec les autres secrétariats du groupe, mais qu'il ne serait pas déplacé, et qu'on leur accordait un poste de secrétaire en plus.

La direction a sans doute voulu tenter de calmer le mécontentement en cédant sur un service, mais l'attaque générale sur les RTT reste. D'ailleurs, mardi 31 mars, plus de 200 hospitaliers étaient à nouveau réunis et se sont donné rendez-vous pour jeudi 2 avril pour continuer la mobilisation pour le maintien de leur droit aux congés.

Correspondant LO

Nouvelle Métropole de Lyon : Gérard Collomb accueille les grévistes à coups de matraques



Le 1^{er} janvier dernier, l'ex-Grand Lyon (5 000 agents) et la partie du département du Rhône autour de Lyon (3 000 agents) ont fusionné. La Métropole englobe 59 communes et 1,3 million d'habitants et elle exerce pour ces communes toutes les fonctions du département.

Tous les droits des agents départementaux intégrés à la Métropole ont été revus à la baisse et alignés sur le plus bas, au nom de l'égalité. Les droits à congés, le calcul des RTT, les primes, les prestations délivrées par le comité des œuvres sociales. Les agents qui partent en retraite ne sont pas remplacés.

La grève a été très suivie lundi 23 mars, de nombreuses maisons du département du Rhône étaient fermées, les agents de la voirie étaient nombreux à

s'être mobilisés. La manifestation a regroupé entre 1 500 et 2 000 personnes. Collomb, président PS de la métropole, a reçu une délégation, et affichant son mépris, refusant tout dialogue, il a annoncé qu'il n'était pas question de céder sur quoi que ce soit.

Des agents entrés dans l'Hôtel du Grand Lyon ont été accueillis par des CRS. Un gréviste a été blessé et a été évacué. Trois autres ont été arrêtés et placés en garde à vue. Ils devraient passer au tribunal en octobre.

Collomb n'a qu'un but : faire des économies sur le dos des agents et du service public, mais les agents de la Métropole n'ont pas dit leur dernier mot, un nouveau préavis de grève a été déposé.

Correspondant LO

Ploufragan : grève chez Labocea

Jeudi 26 mars 2015, plus de la moitié du personnel du laboratoire Labocea à Ploufragan dans les Côtes-d'Armor était en grève pour dénoncer les suppressions de postes et la dégradation de leurs conditions de travail, suite à différentes réorganisations des services.

Labocea est un laboratoire public régional qui est issu du regroupement de deux laboratoires publics, l'IDHEA dans le Finistère et le LDA dans les Côtes-d'Armor (laboratoire d'analyses). Il existe depuis le 1^{er} janvier 2014 sous ce nom. Il intervient sur les questions de qualité de l'eau ainsi que sur la sécurité alimentaire. Environ 400 salariés y travaillent dont 230 à Ploufragan, le reste étant situé à Brest et Quimper. C'est maintenant un GIP (groupement

d'intérêt public) financé en majorité par des fonds publics, ceux des conseils généraux des Côtes-d'Armor et du Finistère entre autres. Ce nouveau statut permet de recruter en contrat privé, alors qu'auparavant les employés dépendaient de la fonction publique territoriale.

Comme ailleurs, la politique d'austérité s'applique au personnel. Celui-ci a donc décidé d'exprimer son ras-le-bol, et c'est à plus d'une centaine qu'il s'est adressé à la population par des distributions de tracts en occupant le rond-point du Zoopôle, dans la zone d'activité à Ploufragan.

Les salariés de Labocea ont raison de s'opposer aux restructurations multiples dont ils sont victimes.

Correspondant LO



Gares SNCF de Lyon : une grève réussie contre les suppressions de postes

Les cheminots des gares lyonnaises étaient en grève vendredi 27 et samedi 28 mars.

Ces derniers mois, la SNCF a supprimé des postes de vendeurs aux guichets des gares de la Part-Dieu et de Perrache. Cette fois-ci, elle a annoncé la suppression de 19 postes d'agents d'accueil dans le hall et sur les quais. Dans les jours qui ont précédé la grève, la direction a reculé un peu et réduit à 13 le nombre de postes supprimés. Cela a encouragé les cheminots, qui ont été nombreux à cesser le travail. À Perrache, la grève était totale.

Après s'être rassemblés à la Part-Dieu et avoir fait un tour dans la gare, ils sont montés à 80 dire au directeur tout le mal qu'ils pensaient de son projet. Ils lui ont demandé comment renseigner des centaines de voyageurs lors des ruptures de correspondances quand il n'y aura plus que quatre ou cinq agents d'accueil pour toute la gare, alors qu'ils sont déjà aujourd'hui trop peu nombreux.

Les grévistes ont dénoncé le recul de leurs conditions de travail, mais aussi celui de la sécurité pour les voyageurs : « Si nous ne sommes plus là, comment

empêcher un jeune de traverser les voies, ou prévenir une personne de l'oubli de son bagage ? » Le directeur n'avait pas de réponse à leur donner. Il a même dû s'excuser pour être venu photographier discrètement le trafic passager, un samedi à 22 h quand la gare était presque vide.

Une suite au mouvement est d'ores et déjà prévue. Les cheminots n'acceptent pas qu'au nom de la rentabilité financière, la SNCF prépare la quasi-disparition de l'accueil dans les gares.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

Safran : les débrayages continuent

Depuis l'annonce des mesures salariales proches du zéro, dans l'ensemble des sociétés du groupe, des milliers de travailleurs suivent chaque semaine les appels syndicaux.

Jeudi 26 mars 2015, l'ensemble des syndicats appelaient de nouveau à débrayer, à la Snecma, à la Sagem, à Hispano, à Héraclès et dans toutes les autres entreprises de Safran. Deux rassemblements ont eu lieu. Un au siège Safran à Paris, l'autre à Toulouse. Le premier rassemblant environ 1 500 travailleurs, le second environ 500.

Dans les usines, de nombreux grévistes ont également déserté les lieux de travail en rentrant chez eux et certains faisant grève toute la journée. Peu de production est donc sortie ce jour-là, surtout sur les centres Snecma, Sagem et filiales.

8 000 travailleurs environ du groupe ont montré leur mécontentement. Le rassemblement à Paris était dynamique, avec huit cars de la Snecma Villaroche, six de Corbeil et quatre de Gennevilliers.

La direction, quant à elle, avait fait appel à plusieurs escadrons de CRS, ce qui a renforcé la rancoeur de tous les présents. Quelques échauffourées ont même eu lieu lorsque les

CRS ont cherché à repousser les grévistes avec des gaz lacrymogènes. Et, dans les cars, le retour s'est fait dans la bonne humeur et la satisfaction d'avoir crié sa colère sous les fenêtres de la direction générale.

Dans les usines, lors des appels à débrayer, les discussions sont nombreuses, même si certains hésitent encore à se joindre aux actions. Mais ce qui est notable partout, c'est le nombre important de participants et le fait qu'après plusieurs semaines la participation ne faiblit pas, bien au contraire. De nombreux jeunes ouvriers, techniciens et même des ingénieurs récemment embauchés ont envie de prendre part à la contestation.

Une revendication claire qui pourrait rassembler tous les mécontents n'a pas encore vu le jour pour l'instant, même si les discussions vont bon train sur le sujet des salaires. Le sentiment principal exprimé par ceux qui se sont mobilisés était de répliquer à la direction en lui adressant un bras d'honneur. Ils ont pu constater qu'ils

étaient très nombreux à partager ce sentiment.

La direction qui entend clore les discussions n'en est pas quitte pour autant : cette semaine se décident d'autres rassemblements dans les centres, d'autres débrayages et d'autres rebondissements.

À l'usine Snecma Villaroche (Seine-et-Marne)

Dans ce centre où on conçoit et assemble les moteurs d'avion, les ingénieurs constituent la majorité des 5 000 salariés. Une partie d'entre eux a tenu à se joindre, le 26, au mouvement de protestation avec les ouvriers et les techniciens.

Le lendemain, la satisfaction d'avoir participé au rassemblement parisien était palpable, on se racontait la virée au siège et on se moquait de la direction retranchée piteusement derrière les gaz et les CRS. Les discussions vont bon train dans les ateliers et les bureaux : les propositions de la direction ne passent pas.

Lundi 30 mars, au



Manifestation le 26 mars devant le siège de Safran à Paris.

moment où le PDG du groupe Safran est venu à l'improviste dans l'atelier du Montage, il s'est retrouvé entouré par une cinquantaine d'ouvriers. Il a essayé d'argumenter en parlant prime mais s'est vite fait rembarquer aux cris de « C'est du salaire qu'on veut, pas des primes ».

Snecma Corbeil-Essonnes

Les réfractaires à la direction générale se sont à nouveau retrouvés mardi à l'occasion d'heures d'information syndicale. La plus nombreuse a rassemblé plus de 600 personnes. Les participants, d'une part, ont solennellement exigé que la CFDT s'engage devant tous à refuser de signer les propositions de la direction, d'autre part ont voté le principe d'un nouveau débrayage pour la fin de semaine. L'idée d'un déplacement collectif vers un autre centre est dans

les têtes...

Quelques échos de la journée du 26 mars dans le groupe Safran :

Herakles (région bordelaise)

Il s'y cumule indignation contre les propositions salariales et inquiétude contre un projet de restructuration. Un débrayage réunissant 100 personnes a été organisé le 26 et un car complet de grévistes a fait le déplacement pour le rassemblement de Toulouse dont tous sont revenus regonflés malgré les six heures de voyage.

Labinal (région toulousaine)

Il s'agissait du deuxième débrayage. Plusieurs centaines de grévistes se sont rassemblés devant l'usine pour protester contre les « nano-augmentations » prévues cette année.

Correspondants LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte Ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
 à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
 www.union-communiste.org
 contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

États-Unis : hospitalisé, Mumia Abu-Jamal est interdit de visite

Le militant noir Mumia Abu-Jamal, emprisonné depuis trente-trois ans pour un crime qu'il n'a pas commis, et dont la peine de mort a été commuée en prison à vie sans que son cas soit réexaminé, vient d'être hospitalisé en urgence. Il aura 61 ans en avril prochain.

Lundi 30 mars, il a été transféré dans une unité de soins intensifs du centre médical Schuylkill de Pottsville, une ville proche de la prison de Frackville.

Sa famille, relayée par son comité de soutien, demande à tous ceux qui le peuvent d'intervenir auprès de l'administration pénitentiaire et de l'hôpital. En effet, sa famille n'a pas

le droit de lui rendre visite. La porte-parole de Mumia, Johanna Fernandez, s'est vu elle aussi refuser l'accès à la chambre d'hôpital par quatre gardes.

Il y a quelques semaines, un militant ami de Mumia lui aussi emprisonné, Phil Africa, a été hospitalisé. Selon la prison, son état ne posait aucun problème. Il est décédé le lendemain de

cette déclaration. On peut donc tout imaginer sur la gravité de l'état de santé de Mumia.

Lutte Ouvrière, qui, avec beaucoup d'autres organisations politiques, syndicales ou associatives, fait partie du comité de soutien à Mumia Abu-Jamal, appelle donc ses lecteurs et sympathisants à se joindre à cette protestation.

Mumia Abu-Jamal a passé plus de la moitié de sa vie en prison parce qu'une enquête et un procès bâclés lui ont collé sur le dos la mort d'un policier. Cette persécution doit cesser. Il

doit être libéré!

Jacques Fontenoy

Ceux qui parlent l'anglais peuvent appeler le superintendant de la prison: M. John Kerestes: 0015 707 732 158, puis 8102 puis choix 3. Ils peuvent également appeler l'hôpital où se trouve Mumia: 001 570 621 5000.

On peut écrire à la prison avec cette exigence:

« Visitation right to hospital for Mumia's family »

SCI Mahanoy / 301 Morea Road / Frackville Superintendent John Kerestes PA 17932 / USA

Enfin, il est possible d'intervenir auprès de l'ambassade des États-Unis pour exiger: « Un droit de visite à l'hôpital pour la famille de Mumia »: Madame Jane Hartley Ambassadrice des États-Unis d'Amérique 2, avenue Gabriel / 75382 Paris cedex 08 tél: 01 43 12 22 22

23, 24 et 25 mai à Presles (Val-d'Oise): la Fête de Lutte Ouvrière

La Fête de Lutte Ouvrière aura lieu, comme chaque année, lors du week-end de la Pentecôte, les samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 mai, à Presles (Val-d'Oise), dans le parc boisé du château de Bellevue.

La Fête, c'est trois jours de débats, mais aussi de musique, de films, de jeux, de spectacles, de découvertes, et l'occasion d'échanger aussi bien avec des collègues de travail qu'avec des camarades venus du bout du monde.

Trois jours de fraternité entre camarades, amis ou en famille. Trois jours de rencontres, de discussions et de détente.

Alors, pour ne rien en rater, réservez dès maintenant votre week-end, et n'attendez pas pour acheter la carte d'entrée (elle coûte moins cher que le jour même).

Et à bientôt à la Fête!

Pour venir à la Fête

* La Fête est facilement accessible par le train: 38 mn depuis la gare du Nord jusqu'à la gare de Presles-Courcelles, puis trajet à pied de 900 mètres, pour rejoindre l'entrée de la fête.

Le pass Navigo mensuel et annuel, dézonné pendant les trois jours de la Pentecôte, permet de se rendre à la fête gratuitement. Pour ceux qui ne le possèdent pas, le prix de l'aller plein

tarif est de 5,80 euros.

* Sinon, il y a les autocars gratuits, qui font la navette entre la sortie du métro Saint-Denis-Université (terminus de la ligne 13) et l'entrée de la Fête. On évite ainsi les problèmes de stationnement. Les bus circulent les trois jours pendant les mêmes horaires que la Fête, avec un départ toutes les 20 mn environ. Le retour est toujours assuré!

L'humanité à la conquête de l'Espace

Le 12 novembre dernier, à plus de 500 millions de kilomètres de notre Terre, après un voyage de dix ans, la sonde spatiale Rosetta larguait un petit robot, Philae, sur une comète d'à peine 5 kilomètres de long, pour en étudier la composition et l'histoire. Un exploit qui laisse pantois, et surtout qui témoigne du niveau

de connaissances auquel l'humanité est parvenue.

Des premiers astronomes, dont la patience permit de dresser des cartes du ciel, aux sondes qui aujourd'hui explorent l'univers, le Carrousel de la connaissance entraîne les visiteurs à la conquête de l'Espace, pour un voyage audiovisuel de 45 minutes.



Parmi les nombreuses expositions...

- La caricature politique, du 16^e siècle à nos jours
- L'actualité vue par les dessinateurs de presse
- Il y a 120 ans, quand la CGT était révolutionnaire
- Le mouvement noir aux

États-Unis

- Grèce: la population refuse l'austérité
- Les interventions françaises en Afrique
- Irak: la barbarie des djihadistes et celle de

l'impérialisme

- Des expositions historiques sur les luttes du mouvement ouvrier
- Sur la situation sociale dans les pays où nos camarades interviennent

Forums

Pour animer les forums, nous pouvons déjà annoncer la participation de:

Henriette Asséo, auteure de *Les Tsiganes, une destinée européenne* – Dr Alain Carré, vice-président de l'association *Santé et médecine du travail* – Daniel Kupferstein, réalisateur du

documentaire *Les balles du 14 juillet 1953* et Maurice Rajsfus, auteur du livre *1953, un 14 juillet sanglant* – Mireille Le Van Ho, auteure de *Des Vietnamiens dans la grande guerre*,

50 000 recrues dans les usines françaises – Pierre Lemaitre, auteur du roman (prix Goncourt 2013) *Au revoir là-haut* – Annie Thébaud-Mony, présidente de l'association Travail-Santé-Environnement, et auteure de *La Science asservie*.

Achetez cartes d'entrée et bons d'achat à prix réduit

Les cartes d'entrée, valables trois jours, sont disponibles. Jusqu'au 12 avril, la carte est vendue au tarif réduit de 12 euros pour les trois jours. Elle coûtera 15 euros à partir du 13 avril, et 20 euros si vous la prenez à l'entrée. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Des bons d'achat – d'un pouvoir d'achat de cinq euros, mais vendus quatre euros – sont également disponibles. Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit

auprès de nos camarades, soit en écrivant à:

Lutte Ouvrière – BP 233 – 75865 Paris Cedex 18

Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière, sans omettre d'indiquer l'adresse d'expédition et un numéro de téléphone. Envoi franco.

Le site de la Fête:

fete.lutte-ouvriere.org